

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

les
troupes
britanniques
hors
d'Irlande

solidarité avec l'I.R.A. !

contrats : la panne



La politique contractuelle marque le pas : les camarades Massabieaux et Martin quittant la table des négociations après la rupture des pourparlers.

■ Le glas de la politique contractuelle a-t-il sonné ? Question que les observateurs de tous bords se posent depuis la rupture des négociations à la SNCF le 3 février. Les négociations qui vont reprendre à la Régie Renault, dans les mines et potasses d'Alsace, à la RATP, ne s'ouvrent pas sous de meilleures auspices, bien que les négociations aux charbonnages semblent devoir aboutir. Depuis plusieurs semaines, le climat est plus qu'au scepticisme. La politique contractuelle paraît mourir dans une indifférence relative : personne n'y croit plus.

La rupture à la SNCF était prévisible. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas cédé un peu, ce qui lui aurait permis d'obtenir des signatures ? Parce que la portée de cet accord n'est pas circonscrite aux cheminots... Les grands contrats nationaux jouent pour l'industrie un rôle de référence : ce sont des accords-cadres. Ils permettent au gouvernement de fixer la politique salariale du patronat. Celui-ci, lors des assises nationales du CNPF en janvier, s'est exprimé fort clairement : halte à « l'inflation salariale ». La bourgeoisie n'est pas prise à la gorge, elle peut payer, mais elle se prépare à subir dans les meilleures conditions les contre-coups d'un ralentissement international des activités ; elle tente d'aborder la nouvelle conjoncture en position de force relative vis-à-vis de ses concurrentes sur le marché mondial, et c'est à la classe ouvrière qu'elle entend faire payer le prix de sa « stratégie de crise ». De même Giscard d'Estaing, qui avait fixé comme objectif pour le premier semestre 1972 une hausse maximum des prix de 1 %, objectif illusoire puisque la hausse en janvier, selon l'indice officiel, est évaluée à 0,4 %. Les contrats anti-hausses seront probablement reconduits après le 15 mars (on connaît « l'efficacité » de cette politique de blocage des prix). Mais plus sûrement le processus inflationniste sera-t-il limité par une fermeté sans faille à l'égard des salariés.

La presse relève, en cette période pré-électorale la « dégradation du climat social ». Séguéy, à Europe No 1, évoque la riposte par laquelle les cheminots ne manqueront pas de répondre au défi gouvernemental. Le raidissement gouvernemental, la lente atrophie de la politique contractuelle, l'offensive patronale sur le triple front des salaires, des conditions de travail, de l'emploi, annoncent-ils une contre-attaque des organisations ouvrières ? Il s'en faut, et de loin, que celles-ci s'y préparent.

LA DIRECTION CGT : « UNE ACTION N'EST PAS A EXCLURE »

Raymond Gelly, dans l'Humanité, explique la rupture à la SNCF avec l'habileté du plaideur d'une mauvaise cause. Il s'agit, dit-il, d'une victoire de la CGT, puisque cette dernière, seule en 1969 à s'opposer au contrat EGF, est aujourd'hui rejointe par la CFDT et FO. Explication qui aurait quelque vraisemblance si entre temps elle n'avait pas elle-même signé à l'EGF, à la SNCF et dans bien d'autres secteurs. Une victoire de la CGT, le rejet unanime des conditions patronales ? Avec ou sans la signature des « partenaires » syndicaux, le contrat sera appliqué. Une victoire véritable consiste à faire reculer le pouvoir sur les revendications des travailleurs et ne peut être remportée que par la lutte.

C'est bien le sens de la riposte des cheminots au défi gouvernemental dont Séguéy parlait à la radio. Mais sur quel ton ! « Une action n'est pas à exclure ». A la SNCF, à Renault, dans la Métallurgie parisienne, c'est la perspective pour le moins peu claire et mobilisatrice présentée par les directions CGT aux travailleurs. En vérité, la direction de la CGT hésite. Plus que jamais, elle est prise entre le marteau et l'enclume : si elle mobilise pour une action limitée et contrôlée sur les lieux de travail, elle risque à la fois le débordement par les travailleurs et l'échec face à la fermeté gouvernementale. Le plus probable est qu'elle s'oriente lentement vers des journées d'action dispersées, secteur par secteur et de nouvelles journées nationales d'action sans efficacité parce que sans lendemain. C'est la reprise de la tactique utilisée en 1967 et 68, qui permettait de canaliser la montée croissante de la combativité. La différence réside en ce qu'aujourd'hui les travailleurs ne croient plus à cette forme de mobilisation et y répondent de moins en moins. L'activité essentielle de la direction cégétiste demeure la « bataille des idées », dont elle souligne sans cesse l'importance croissante. « Nous sommes depuis toujours pour la transformation progressive de la société et pour l'unité de la Gauche » répète Séguéy. En clair, le mur de résistance patronale et gouvernementale ne sera abattu que par un changement au niveau du pouvoir. La fraction du PCF dans la CGT prépare les élections de 73 : les quelques mobilisations dont elle prendra l'initiative s'inscrivent dans ce cadre, quand elles ne répondent pas à la nécessité de faire quelque chose, pour le principe. Une telle politique laisse les coudées franches au gouvernement et au patronat dans leurs offensives anti-ouvrières. Elle ne peut qu'accentuer l'actuel fléchissement des effectifs syndicaux dans les grands secteurs où depuis deux ans des contrats ont été signés, et la mise en veilleuse des sections syndicales.

LA CFDT SE DEFILE

Confrontée à l'échéance de 73, la CFDT tente de définir et de clarifier son attitude. Elle refuse de s'intégrer à un front parti-syndical dans le cadre de l'Union de la gauche. Elle maintient et développe sa conception du syndicat jouant en même temps le rôle d'organisation de défense des travailleurs et d'instrument de transformation radicale des rapports sociaux. Elle est donc amenée à critiquer et à prendre ses distances à l'égard de la tactique revendicative de la CGT. La résolution votée à une faible majorité à l'issue de son dernier Conseil National est claire : refus de toute action nationale centralisée, pour la décentralisation des luttes à la base, dans les entreprises, à l'initiative des travailleurs et contrôlées par eux. Du refus des formes d'action bidon de la CGT, la CFDT passe à son exact opposé.

Les journées d'action type CGT ne sont des opérations bidon que parce qu'elles demeurent sans lendemain ; parce qu'elles n'ont pas pour fonction de développer, de dynamiser et d'amplifier les luttes en leur fixant des objectifs et des échéances pour les rassembler dans de puissants mouvements d'ensemble où la force collective des travailleurs s'affirme, mais d'appuyer des opérations politiques électorales.

En se prononçant pour l'action décentralisée, le Conseil National de la CFDT a pris une lourde responsabilité : loin de disputer à la direction CGT l'organisation des initiatives centrales en les préparant et en y participant sur des mots d'ordre mobilisateurs et combatifs, capables d'ouvrir des perspectives de lutte relayées au plan national, elle brise l'unité d'action syndicale à ce niveau et fournit aux bureaucrates stalinien un argument en or : « Vous voyez bien qu'on ne peut rien faire puisque l'unité n'est pas réalisée ».

Pourtant l'action pour les retraites, pour les salaires, pour la diminution du temps de travail, ne peut trouver aujourd'hui son dénouement que dans une confrontation d'ensemble avec le patronat et le pouvoir central. Une politique consistant à opposer les bons contrats aux mauvais (« Négocier ? Contracter ? Les syndicats, la CGT, ne demandent que cela. C'est pour ainsi dire leur vocation », écrit l'Huma) ne conduit qu'à se heurter au mur gouvernemental et patronal.

Les travailleurs n'engageront pas le combat atelier par atelier, usine par usine, sans la garantie, sans la certitude d'inscrire leur action dans un cadre national, qui pèse sur le rapport de forces entre les classes au niveau global.

Michel THOMAS



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(section française de la IVème Internationale)

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Henri Weber

SECRETARIAT DE REDACTION : J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles Michaloux, Philippe Sabathé, Michel Thomas, Christiane Tillier, Gérard Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION : Michel Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Bertrand, Yves Clément, J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent, Anne-Marie Lespinasse, Felix Loursion, Camille Paulet, Luis Rafael, Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION : Mesen, Piotr, l'Helgouach, Claude

10 impasse Guéménée Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96
impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9)

les articles non n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

libérés !

continuer la lutte pour ceux qui restent

interview de dufourcq, giron et marquet

Après plus d'un mois d'emprisonnement à Figueras, les camarades Dufourcq, Giron et Marquet ont été libérés le 4 février, moyennant une caution de 4000 F chacun. Nous les avons accueillis à leur arrivée à Toulouse.

Q. : QUELLES ONT ÉTÉ LES CIRCONSTANCES DE VOTRE ARRESTATION ?

Vraisemblablement une opération de routine. Comme nous présentions, le 1er janvier vers minuit, nos papiers au douanier du poste frontière de la Junquera, il a sondé nos portières. Dans l'une d'elles étaient cachées l'édition espagnole de la revue Quatrième Internationale et des brochures sur la récente grève de la SEAT. Arrêtés, les menottes aux mains, nous avons été soumis à un interrogatoire d'une nuit par un officier de la Guardia Civil.

Il a tenté de nous intimider en nous laissant entendre que la brigade politique et sociale qui, de son propre aveu, n'est pas tendre, pourrait s'occuper de nous, et qu'en ce cas, au bout de 72 heures d'« interrogatoire », nous serions bien forcés de dire ce que nous savions.

Nous avons seulement expliqué et maintenu tous les trois qu'intellectuels sympathisants des idées trotskystes, nous avons voulu passer des idées aux actes et que nous devions abandonner la voiture, portières ouvertes, sur une place de Barcelone. Après cette déposition, nous avons été enfermés dans des cellules individuelles, et plus jamais interrogés.

Q. : QUELLES ÉTAIENT LES CONDITIONS DE DETENTION ?

La première semaine est la plus pénible. Sous prétexte d'une période « sanitaire », nous sommes enfermés au secret dans des cellules glaciales sans avoir le droit de s'asseoir ou de s'allonger de la journée. Par la suite le régime s'est libéralisé : lecture d'une édition censurée du Monde, de « Don Quichotte » et de « Gil Blas de Santillan » oubliés dans la bibliothèque officielle, parmi un fatras de professions de foi franquistes et d'écrits religieux.

Nous n'avons pas été particulièrement maltraités. Nous avons souffert du froid, avec apparition d'engelures. Et surtout des brimades morales permanentes et stupides qui sont le lot des prisons. Mais nous sommes conscients que c'est là un régime ordinaire et relativement modéré en comparaison de ce que subissent les travailleurs espagnols arrêtés pour les motifs les plus bénins.

Q. : COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS VOTRE LIBÉRATION ?

En partie par le jeu diplomatique. Il est bien évident qu'à l'heure du Marché Commun, tout un courant politique symbolisé par Lopez Bravo doit accrédi-ter la thèse de la libéralisation du régime. Dans ce contexte, au moment du renforcement des liens diplomatiques et commerciaux avec la France, aucun des deux gouvernements ne voulait courir le risque d'une campagne politique de masse. De plus, les autorités espagnoles veulent probablement éviter d'attirer l'attention de l'opinion publique, au moment où l'amplification de l'agitation sociale des travailleurs et des étudiants risque de l'amener à sévir plus « énergiquement » encore qu'à l'accoutumée...

Dans une telle situation, nous pensons que le dispositif de défense organisé en France par les larges comités pour notre libération apparus dans plusieurs villes, a eu une réelle efficacité. Il a amené la justice espagnole à mieux peser le danger que pouvait représenter pour elle



G. Dufourcq, J. Giron et G. Marquet au local de la ligue communiste à Toulouse

le développement d'une campagne qui, dès sa phase initiale, s'annonçait large, massive et vigoureuse. Nous remercions tous ceux qui se sont associés à cet effort politique et financier pour nous tirer des prisons franquistes.

Q. : QUELQUES CONCLUSIONS ?

Tout d'abord, en ce qui nous concerne, des leçons à tirer, utiles pour les militants. En particulier le fait que, plus le temps passe, plus il importe moralement et psychologiquement de se sentir soutenu par l'activité de camarades à l'extérieur, dont nous continuons d'une certaine façon à partager le combat.

Mais surtout le fait que notre libération ne doit en rien faire oublier ceux qui, du révolutionnaire basque Izko au militant du PCE Lobado, risquent de finir leur vie dans des geôles effroyables ; et tous ceux, dont nos camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire d'Espagne, qui sont si souvent victimes des sévices et des tortures.

Nous espérons que l'activité de solidarité entreprise envers nous n'aura été qu'un tremplin pour le renforcement du soutien aux militants et au peuple espagnols, jusqu'à leur victoire finale dans la lutte contre la dictature franquiste et pour la révolution socialiste espagnole.

toulouse comment le pcf conçoit la solidarité

A Toulouse comme partout ailleurs, le PCF et la CGT ont été singulièrement absents de la campagne en faveur des camarades emprisonnés, campagne pourtant large qui regroupait la FEN, la CFDT, le PSU, les organisations révolutionnaires, la Ligue des Droits de l'Homme...

S'abstenir relevait déjà de la « non-assistance à personne en danger ». Mais la fraction du PCF dans la CGT ne s'est pas contentée d'une telle abstention. Elle a publiquement fait savoir que la répression pouvait s'abattre sur les camarades sans qu'elle lève le petit doigt.

Dans son tract la section CGT de Bréguet « désapprouve les actions aventuristes de groupuscules irresponsables ». Celui de la section de l'Hôpital Purpan, où le camarade Giron milite, est plus explicite : « Jacques Giron n'a jamais été mandaté par notre syndicat pour mener une action quelconque en Espagne ou ailleurs... Le but de son activité au Centre Hospitalier Régional a été de mener une action politique contre la CGT à travers la publication de tracts de la Taupé Rouge ». Ce tract est daté du 12 janvier. Il ne peut être considéré comme une bavure locale puisqu'il reçoit l'aval, le 14 janvier, d'une circulaire de l'UD disant : « Nos syndicats ne doivent pas tolérer que ceux qui parlent et écrivent CGT-traïson assistent à des conseils ou bureaux syndicaux et se déguisent ensuite en délateurs (!). Nous devons les désavouer ouvertement devant nos syndiqués et les travailleurs. Le syndicat de l'hôpital Purpan a su faire la clarté qui s'impose au sujet du soi-disant militant CGT Giron ».

De telles pratiques appellent quelques questions. « Le syndicat de l'hôpital Purpan » félicité par les bureaucrates de l'UD se réduit-il aux deux membres de son bureau qui ont écrit et sorti le tract en question à l'insu du Conseil Syndical ? Où et quand Giron a-t-il écrit CGT-traïson ? N'est-il pas au contraire un diffuseur régulier et efficace de la VO sur l'hôpital ? N'a-t-il pas fait plusieurs nouveaux syndiqués à la CGT ? N'a-t-il pas obtenu l'an passé 25 voix lors de l'élection du Conseil Syndical CGT auquel il n'était même pas candidat ? Pourquoi le bureau CGT de Purpan a-t-il choisi ce moment précis, et l'absence du camarade, pour mener contre lui une offensive qu'il n'avait pas menée jusqu'à ce jour ? Il en avait pourtant l'occasion puisque Giron participe régulièrement aux Assemblées syndicales.

Dans les grandes manœuvres de l'Union de la Gauche, le PCF a peut-être envie de disposer d'une CGT monolithique et disciplinée qui lui soit un pion docile. Un tel projet appelle peut-être l'éviction des militants révolutionnaires, mais il est incompatible avec le respect de la démocratie syndicale. Et il conduit à des actes aussi indignes que le coup de poignard dans le dos donné à notre camarade au moment où il était menacé par la répression franquiste.

Voilà la question essentielle qui devra être tirée au clair.

Correspondant

présentation du manifeste à la presse

Mercredi 9 janvier, le Bureau Politique a présenté aux journalistes le fruit des travaux de la session des 29 et 30 janvier 1972 de notre Comité Central. Successivement les camarades Gérard Filoche, Charles Michaloux et Alain Krivine ont présenté les grandes décisions qui résultent de ce CC : préparation du 3ème Congrès de la Ligue pour juin 72, tenue de stages nationaux de discussion et de formation à Pâques et pendant l'été, tenue d'un congrès extraordinaire à la Toussaint dans le cadre de la préparation du Xème Congrès mondial de la Quatrième Internationale. Le plan du Manifeste et sa nature ont été brièvement expliqués ; sa fonction de diffusion des idées marxistes-révolutionnaires, sa place par rapport aux discussions aujourd'hui ouvertes entre les directions de la gauche traditionnelle (PS, PCF, CGT et CFDT) ont été définies. Seul un texte ronéoté de 60 pages a été diffusé aux journalistes, le texte imprimé ne sera prêt qu'à partir du 21 février. D'ores et déjà la campagne s'organise pour assurer à la parution de ce texte le maximum de retentissement.



Photo TRIX

LES REVOLUTIONNAIRES ET

où en est l'extrême gauche ?

Dans Rouge No 144, nous présentions l'orientation de la Ligue Communiste face à l'offensive électoraliste du mouvement ouvrier traditionnel. Il s'agissait du premier article d'une série consacrée aux positions des diverses composantes de l'extrême-gauche dans la conjoncture politique actuelle.

Un tel examen nous semble nécessaire : n'en déplaise, en effet, au PCF et à tous les impressionnistes, l'extrême-gauche n'a pas régressé à son niveau d'avant Mai 68. Elle demeure une force politique réelle, capable d'intervenir comme facteur autonome dans les luttes de classes. Son existence ne constitue pas un phénomène éphémère, mais une donnée structurelle de la période. Si une force politique nouvelle est apparue sur la gauche des partis ouvriers traditionnels, c'est parce que la crise du capitalisme monopoliste d'Etat produit un mouvement de révolte dans la classe ouvrière et la jeunesse, que les partis réformistes n'expriment pas. Dans ses diverses composantes, la « nouvelle extrême-gauche » est l'expression politique des aspirations anti-capitalistes plus ou moins confuses d'une base sociale en développement dans les entreprises et les centres de formation. Produit de la crise conjointe du capitalisme « avancé » et du mouvement ouvrier réformiste, son existence est irréversible. Cette crise conjointe s'accroissant, c'est au développement, non à la régression de l'extrême-gauche révolutionnaire qu'il faut s'attendre.

Cela dit, il est vrai que la physionomie de cette « nouvelle extrême-gauche » s'est profondément modifiée. Son centre de gravité politique s'est déplacé de l'ultra-gauchisme étudiant au néo-centrisme à base ouvrière.

LA CRISE DU COURANT ANARCHO-MAOÏSTE

Au lendemain de Mai 68, en effet, le centre de gravité de l'extrême-gauche réside dans sa composante mao-spontanéiste. La nouvelle extrême-gauche apparaît essentiellement sous les traits du gauchisme étudiant.

C'est cette composante ultra-gauchiste étudiante qui traverse aujourd'hui une crise profonde. Les groupements mao-spontanéistes ou anarcho-maoïstes vivaient des illusions politiques véhiculées par la « Commune étudiante » en Mai 68. Ils exprimaient, en des termes empruntés au cadre de référence maoïste, l'idéologie spontanée de la révolte petite-bourgeoise. C'est pourquoi ils se sont trouvés complètement en porte-à-faux face à la conjoncture politique de l'après-Mai. Incapables de comprendre l'effet contradictoire de Mai 68 sur la conscience ouvrière, ils s'engagèrent dans une ligne d'intervention ultra-gauchiste, accumulant les échecs, malgré quelques succès isolés et spectaculaires.

En politique, tout finit par se payer un jour, à certainement dit quelque part le Président Mao. On ne pratique pas impunément une orientation radicalement erronée. En crise chronique depuis 1970, le courant anarcho-maoïste s'est littéralement affaissé à la rentrée 1971 : la nouvelle conjoncture politique se prête fort mal à son délire. La Cause du Peuple (No 15, 7 janvier 1972) peut bien se réjouir des « progrès de la guerre civile larvée » et clamer que « la tendance principale est au soulèvement », ces clameurs laissent désormais sceptiques jusqu'à ses plus chauds supporters.

On aurait tort pour autant de s'imaginer que la composante ultra-gauchiste (maoïste) de l'extrême-gauche a vécu. Si elle est désintéressée en tant qu'organisation politique, elle existe et prospère comme nébuleuse idéologique, comme mouvance forte de milliers de militants locaux, isolés, atomisés, impuissants, mais actifs néanmoins à la base. Ces militants se regrouperont lorsque les circonstances deviendront à nouveau favorables à leur type de vision et de pratique politiques.

LA « FAMILLE » TROTSKYSTE

La situation est toute différente pour les organisations se réclamant du marxisme révolutionnaire.

La Ligue Communiste s'est considérablement développée et renforcée. Elle a réalisé des progrès décisifs dans le processus de mutation qui la transforme de groupe révolutionnaire propagandiste en parti politique implanté. Elle s'est renforcée, bien sûr au niveau numérique, s'affirmant sur le plan militant comme la première formation d'extrême-gauche. Mais elle s'est renforcée surtout, et c'est cela qui est décisif, du point de vue de son implantation dans les entreprises, de son insertion au sein du mouvement ouvrier organisé. Elle s'est dotée d'une solide infrastructure organisationnelle (finances, locaux, machines, appareil de permanents, système de formation, etc.). Certes, beaucoup reste à faire pour transformer « le plus gros des groupuscules en plus petit des partis ». De gros efforts doivent être notamment accomplis pour généraliser le style de travail prolétarien et liquider les séquelles de l'étudiantisme. Mais le chemin parcouru en quatre ans — en dépit des erreurs et des difficultés — augure bien de l'avenir.

Lutte Ouvrière a connu un certain développement. Quant à l'AJS-OCI, elle subit les contre-coups de l'échec relatif de sa manifestation du 31 octobre, de la scission du « Comité International » (1), de son équipée unéfiennne, etc. Mais elle maintient, en gros, ses positions.

DEVELOPPEMENT DU NEO-CENTRISME

Le trait le plus marquant de la recomposition actuelle de la nouvelle extrême-gauche concerne l'évolution de sa composante centriste (2). Cette composante s'est longtemps réduite pour l'essentiel au parti centriste, le PSU. Pris dans l'état du développement marxiste révolutionnaire sur sa gauche, de l'offensive d'Union de la gauche sur sa droite, ce dernier traverse aujourd'hui une crise sérieuse et se trouve partout en régression. Il n'en disparaîtra pas pour autant : son noyau militant social-chrétien est aussi rétif à la rigueur politique des marxistes révolutionnaires (leur « sectarisme » ...), qu'aux compromissions social-démocrates.

Mais à côté du parti centriste, en opposition à lui, et le débordant largement, s'est développé un nouveau centrisme à base salariée et à idéologie syndicaliste-révolutionnaire. La direction actuelle de la CFDT est un bon exemple de ce néo-centrisme, dont l'analyse socio-politique reste à faire. Cette analyse est d'autant plus urgente qu'il semble bien que ce néo-centrisme soit amené à jouer un rôle important dans les luttes politiques de la conjoncture nouvelle.

Face à l'accroissement de la crise du régime, face à l'offensive électoraliste des organisations ouvrières traditionnelles, les marxistes révolutionnaires s'efforcent de stimuler l'essor des luttes anti-capitalistes des masses. Ils ne négligent aucun effort pour unir dans l'action, sur une base politique claire, les composantes de l'extrême-gauche qui font leur cette perspective.

C'est pour constituer le dossier de ce problème essentiel que nous publions cette série d'articles. En commençant — actualité oblige — par l'AJS-OCI qui vient de tenir son « Assemblée Nationale pour un Gouvernement Ouvrier ».

Henri WEBER

(1) Voir Rouge, No 127 et No 128.

(2) Nous employons le terme « centriste » dans son sens marxiste révolutionnaire : en théorie marxiste, ce concept ne désigne pas le « courant réformateur » oscillant entre la majorité et l'opposition. Il désigne la constellation de groupements, organisations et tendances, oscillant entre des positions marxistes révolutionnaires et réformistes (staliniennes ou social-démocrates). Le PSU français constitue un modèle du genre.

ajs oci : horizon 73

812 délégués, venus de 51 départements (chiffres communiqués par les organisateurs) ont participé aux travaux de la « Conférence Nationale pour le gouvernement ouvrier » convoquée par l'AJS-OCI, les 5 et 6 février au Palais des Congrès de Versailles.

Les débats avaient théoriquement été précédés d'une campagne de réunions ouvertes qui devaient élire leurs délégués à la Conférence à raison de 1 pour 10.

Mais comme devait le dire un délégué enseignant : « Dans notre Assemblée, nous étions 3, mais 3 qui en valaient bien 10 ! ». Il ne semble pas, en effet, que la campagne ait rencontré tout le succès escompté. Un grand nombre de « délégués » avaient été « élus » la veille même de la Conférence, à la va-vite, sans véritable débat préparatoire, comme l'atteste le caractère particulièrement terne des interventions. La plupart des intervenants, en effet, montèrent à la tribune pour expliquer de quelle façon ils avaient — ou n'avaient pas — mené la campagne préparatoire à la Conférence, en terminant par la proclamation rituelle : « Seul le gouvernement ouvrier est capable de satisfaire nos revendications ».

De la nature de ce gouvernement, de sa composition, de la fonction même du mot d'ordre, il n'en fut pas question. On était en droit pourtant d'attendre quelques éclaircissements : la ligne lambertiste a connus derniers temps quelques « sinuosités ». Une mise au point aurait été la bienvenue.

GOUVERNEMENT OUVRIER — GOUVERNEMENT PS-PC ?

Longtemps les lambertistes entendaient par « gouvernement ouvrier » un gouvernement PS-PC (1). C'est en fonction de cette conception qu'ils lancèrent le mot d'ordre de « Candidat unique de la classe ouvrière » aux élections présidentielles de mai 69 avec son corollaire : « L'un de deux candidats ouvriers doit se retirer ! ». On se souvient qu'à cette occasion, l'AJS-OCI entreprit une incroyable campagne de pression, en vue de persuader Duclos de se retirer, afin que Deferre (qui avait plus de chance de l'emporter !) demeure le seul candidat du « Front Unique Ouvrier ». Telle était alors l'actualisation du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier ».

Mais voilà ! François Mitterrand et sa poignée de conventionnels, tous vieux chevaux de retour de la bourgeoisie, se sont emparés du PS, lors du congrès d'Epinay, de sinistre mémoire. Le grand parti ouvrier de Deferre-Mollet-Chandernagor-Mauroy est tombé sous la coupe de politiciens bourgeois. Il se trouve en grand danger d'être détruit. Heureusement la partie n'est pas jouée ! Il reste suffisamment de vieux notables dans la « vieille maison » dont les menées du père François dérangent la routine. Avec un peu de chance, ils lui régleront son compte au détour d'une élection. Ainsi le Parti Socialiste restera à la classe ouvrière !

En attendant toutefois, le mot d'ordre de « gouvernement PS-PC » comme mot d'ordre de couronnement du Front Unique Ouvrier, devient (provisoirement ?) inopportun. Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier désigne désormais un gouvernement-des-organisations-ouvrières-sans-participation-de-ministres-bourgeois - sans autres précisions. De quelles organisations s'agit-il ? Le PS en est-il ? Et la CFDT ? S'agit-il d'un gouvernement des organisations politiques et syndicales actuellement constituées ? Ou bien d'un gouvernement issu des Conseils Ouvriers qui prendront corps au cours de la crise révolutionnaire ? La conférence lambertiste pour le gouvernement ouvrier n'apporte aucune réponse à ces questions.

L'UNION DE LA GAUCHE (2)

Photo J.P. RIVIERE

« ELECTIONS ANTICIPÉES ! »

Pourtant, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier ne revêt pas dans l'optique lambertiste une valeur essentiellement propagandiste. Au contraire. Ils s'efforcent à tout moment d'en faire un mot d'ordre tactique, c'est-à-dire s'actualisant dans une formule gouvernementale précise impliquant une politique bien définie.

L'équivoque qui pèse sur le Parti Socialiste, si elle oblige les lambertistes à quelque circonspection, ne les empêche nullement de proposer comme d'habitude l'actualisation du mot d'ordre.

Aujourd'hui le contenu concret du mot d'ordre de gouvernement ouvrier n'est plus « un des deux candidats doit se retirer ! », mais « N'attendons pas 1973 ! Elections anticipées ! ».

« Ne doit-on pas, écrit l'AJS-OCI, immédiatement engager le combat pour exiger la démission des députés bourgeois ? Faut-il accepter que des prévaricateurs tels Rives-Henrys et ceux qui l'appuient puissent continuer à siéger au Parlement, apporter leur soutien à toutes les mesures anti-ouvrières que prend et prendra le gouvernement Pompidou-Chaban-Giscard ? »

A ces questions, il n'est qu'une réponse : c'est en engageant une campagne unie pour la démission que l'on peut et doit unir les travailleurs des villes et des campagnes et leurs organisations afin de réaliser dans chaque localité l'Alliance ouvrière et paysanne : les candidats des partis ouvriers s'engageant à refuser sous quelque forme que ce soit, et dans quelque circonstance que ce soit de porter leurs voix aux candidats des partis bourgeois » (2).

UN MOT D'ORDRE PROPAGANDISTE

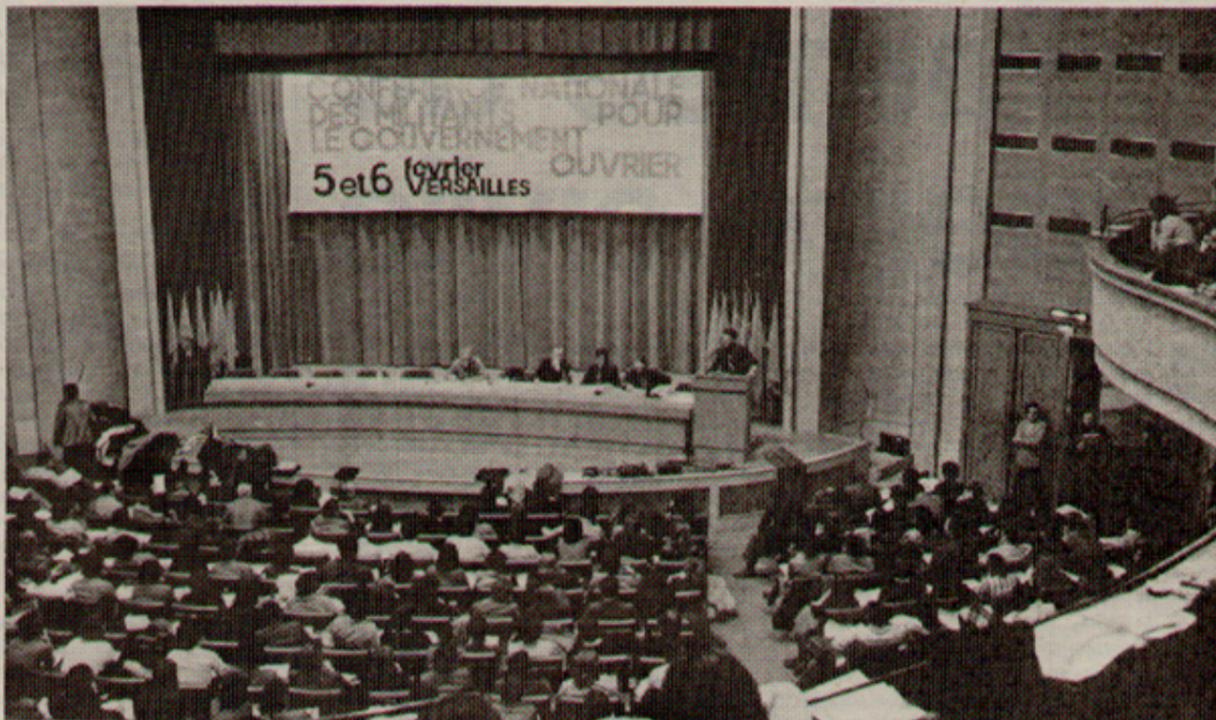
Pour les marxistes révolutionnaires n'est pas « gouvernement ouvrier », un gouvernement composé de ministres issus de « partis ouvriers », ou prétendus tels : le gouvernement travailliste de Wilson, le gouvernement social-démocrate de Brandt, même s'ils ne comportent que des fonctionnaires du parti blanchis sous le harnais, ne sont pas des gouvernements ouvriers, mais des gouvernements bourgeois à 100 %. Ce qui définit le caractère prolétarien d'un gouvernement, ce n'est pas l'origine sociale de ses ministres : c'est le contenu de son programme. C'est la nature de son action : est « ouvrier » un gouvernement qui se fait l'agent actif de la destruction du pouvoir capitaliste et de l'instauration du socialisme, en stimulant et centralisant l'action révolutionnaire des masses.

Dans la conjoncture présente, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » ou de « gouvernement des travailleurs » revêt essentiellement une fonction propagandiste. Les marxistes révolutionnaires l'opposent au mot d'ordre de « gouvernement d'Union de la gauche » sous la houlette de Mitterrand. Ils opposent le programme d'un véritable gouvernement ouvrier. Expropriation du capital, contrôle ouvrier, démantèlement de l'appareil d'Etat, armement des travailleurs, soutien internationaliste aux mouvements révolutionnaires — au programme néo-capitaliste du gouvernement de la gauche ; sur cette base, ils montrent aux travailleurs communistes ce que serait un gouvernement assurant véritablement la transition au socialisme.

Ce mot d'ordre ne deviendra un mot d'ordre de « politique actuelle » que dans une situation de crise ouverte du régime, une situation pré-révolutionnaire. Alors, et alors seulement, on pourra préciser son contour. Celui-ci dépendra en effet de la façon concrète dont s'engagera le processus révolutionnaire. Le gouvernement ouvrier peut être l'émanation des Conseils ouvriers si se développe nationalement des institutions de type soviétique. Il peut être l'expression d'un Comité Central de grève. Il peut être le gouvernement des syndicats et des partis ouvriers, etc. Dans tous les cas, il prend appui sur un puissant mouvement extra-parlementaire pour se tourner contre le système établi. En temps ordinaire, donc, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier revêt une valeur propagandiste. Il constitue alors une « formule algébrique », c'est à dire que son contour et sa composition organisationnelle ne peuvent être précisés. Dans les périodes de crise pré-révolutionnaire, lorsque l'enjeu direct de l'affrontement de classe est le pouvoir d'Etat, ce mot d'ordre revêt une valeur tactique, devient un mot d'ordre de politique actuelle et prend par conséquent un contour nettement défini, en fonction de la réalité du processus révolutionnaire.

LA CONFÉRENCE LAMBERTISTE : LE COUP D'ENVOI DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La conférence lambertiste avait une autre fonction que les « tenors » de l'AJS-OCI se chargèrent de dévoiler au fur et à mesure de leurs interventions. Il revenait à Stéphane Just d'ouvrir la Conférence par un rapport politique. Il le fit dans son style particulier, décrivant longuement l'évolution des luttes de classes en France depuis la grève des mineurs en mars 63, Mai 68 et l'épisode du référendum d'avril 69. Just termina son rapport en lâchant enfin sa « bombe » : « Nous avons l'ambition



Séance d'ouverture de la « Conférence Nationale pour un gouvernement ouvrier » au Palais des Congrès de Versailles

d'occuper tous les terrains de la bataille politique. Nous serons présents dans la bataille parlementaire lors des prochaines élections : il y aura des dizaines de candidats qui défendront la ligne de cette conférence pour un gouvernement ouvrier. Pour en finir nous prendrons l'initiative de la constitution de « Comités pour l'Unité Ouvrière » (CUO) ».

Tour à tour, Berg, Chisserey, Lambert devaient revenir sur la question, martelant la nouvelle perspective offerte. Lambert : « Le gouvernement ouvrier est une chose simple, tout le monde le dit, le sait. Toute revendication la plus minime est aujourd'hui une revendication politique et demande pour se réaliser le gouvernement ouvrier. Cela est l'évidence, cela est admis, cela est compris par toute personne de bonne foi ! (sic). Nous exprimons la seule politique ouvrière, nous ne disons rien d'autre que ce que la masse a déjà réalisé dans sa conscience (...) Nous proposons les Comités pour l'Unité Ouvrière qui doivent aborder les luttes dans les entreprises, mais également la bataille électorale. Ces comités accueilleront tous ceux qui sont d'accord avec ceci : pas de représentants des patrons dans le gouvernement ! »

Il faut croire que la perspective d'une campagne électorale et de la constitution de CUO n'était pas aussi simple que cela. Les militants lambertistes ont encore en mémoire l'attitude de leur organisation lors des présidentielles de 69. Celle-ci n'avait-elle pas, au nom du Front Unique, dénoncé violemment Alain Krivine, présenté comme un candidat de division manipulé par la bourgeoisie (qu'on se souvienne des insinuations crapuleuses des lambertistes concernant l'origine des signatures nécessaires au dépôt de la candidature) ? Informations Ouvrières n'écrivait-il pas dans son No 433 du 21 mai 69 : « La tactique que doivent préconiser les révolutionnaires véritables n'est-elle pas d'opposer à la division du front de classe le Front Unique par la candidature unique des organisations ouvrières unies ? La candidature de Krivine entre ainsi comme un élément du jeu qui se dresse contre le Front Unique (...) Nous poursuivons le même combat pour la candidature unique des organisations ouvrières unies. QU'EST CE QUI AUJOURD'HUI JUSTIFIE UNE AUTRE TACTIQUE, CELA LES DELEGUES N'EN DEBATTIRENT PAS.

Pourtant certains d'entre eux posèrent des questions qui témoignaient du malaise. Ainsi l'unique délégué paysan : « Je demande de quelle façon concrète construire le gouvernement ouvrier ? » Un délégué de Renault : « Demandons-nous des élections anticipées ? Demandons-nous qu'on nous rejoigne dans les CUO pour préparer dès maintenant les élections ? » Un délégué lycéen faisant allusion à la campagne préparatoire à la Conférence : « Bien souvent il nous a semblé que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier apparaissait comme plaqué. » Un délégué métallo de Lorient : « Nous pensons qu'il faut créer les CUO, mais en ne posant pas à ses participants le préalable de l'accord pour le gouvernement ouvrier ». Un délégué enseignant qui se fit tout aussi rituellement applaudir sur une intervention totalement contradictoire aux interventions « officielles » : « Je suis contre la création des CUO car c'est ambigu. Les Comités d'Alliance Ouvrière (CAO) qui regroupent dans les entreprises les sympathisants lambertistes en accord avec le F.U.O. et la nécessité d'un parti révolutionnaire) répondent tout à fait à ce que nous voulons faire des CUO.

Lambert dans sa réponse de clôture devait tenter de répondre à toutes les questions : Après une longue et vio-

lente attaque contre la dynamique de groupe et la psychothérapie institutionnelle « dont certains des promoteurs ont rejoint la Ligue Communiste » (? 1), il précise ce qu'il entendait par CUO : « Le CUO ne saurait être un comité d'action pour un gouvernement ouvrier car le comité d'action est basé sur la théorie des pouvoirs, théorie réactionnaire qui refuse la centralisation et qui n'est qu'une variante de l'autogestion, de la prétendue théorie des élites, de la dynamique de groupe, de Guichard (...) Tout le monde dit qu'il faut changer de gouvernement ; le CUO rassemble ceux qui veulent combattre, sous toutes les formes, pour le gouvernement ouvrier, y compris sous la forme électorale ». Bref les CUO sont les comités électoraux de la future campagne lambertiste pour les législatives de 1973. Dans la foulée, la conférence vota le principe d'une campagne financière pour subvenir à l'activité des CUO.

UN REVIREMENT A 180°

Pourquoi l'AJS-OCI n'avance-t-elle plus ses mots d'ordre : « Dans chaque circonscription candidat unique de la classe ouvrière ! Dans chaque circonscription l'un ou l'autre des candidats doit se retirer » ? En juin 1969, dans une situation de division extrême des « partis ouvriers », ces mots d'ordre constituaient selon les lambertistes, l'incarnation même du Front Unique Prolétarien. L'AJS-OCI n'avait pas de mots trop durs pour les « traîtres petits-bourgeois » qui, ne partageant pas leur analyse débile, présentèrent un candidat révolutionnaire, afin de mener un an après Mai 68, une grande campagne de dénonciation anti-capitaliste. seraient caducs ?

Et aujourd'hui, alors que l'on assiste à un rapprochement très net du PS et du PC en vue d'un accord électoral, ces mots d'ordre seraient caducs ? Pourquoi ce qui était correct en juin 1969, ne le serait-il plus, a fortiori, aujourd'hui dans un climat unitaire ?

Pourquoi le fait de présenter un candidat révolutionnaire en juin 69 constituait un acte de division de la classe ouvrière, télégué par le pouvoir, alors que présenter des candidats aux législatives de 73 constitue un acte de politique révolutionnaire ?

En fait pour les lambertistes les principes sont une chose et la froide réalité une autre : absent depuis près de deux ans de tous les combats importants en France, ils ont très bien compris — en tirant les leçons de la campagne Krivine si vitupérée — de quel bénéfice pour leur organisation pouvait être une campagne électorale bien menée. Lambert a beau déclarer que son organisation « n'aspire pas à construire la nouvelle direction de la classe ouvrière car celle-ci se reconnaît et continuera à se reconnaître dans les directions traditionnelles », l'AJS-OCI vient quand même, en apparaissant de façon autonome sur l'échiquier électoral, de se constituer en alternative politique à ces directions. Et par-là même de tordre le cou à ses principes. « L'instabilité, le manque de fermeté, l'impressionnisme caractérisent le comportement politique de la petite-bourgeoisie », écrivait IO dans son No 431. Hélas !

G. Marion

(1) De même que leurs camarades allemands entendent par un gouvernement ouvrier, un gouvernement social-démocrate « pur », c'est-à-dire sans l'appoint même minoritaire du parti libéral.

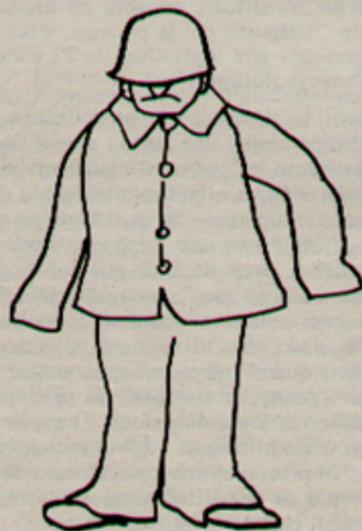
(2) Rapport Politique. Supplément 10 No 545 p. 15

contre l'armée de guerre civile

Les deux documents que nous publions dans le document rouge exceptionnel « Le contingent et la guerre civile » (1) n'étaient pas destinés à une diffusion publique. « Confidentiels » ou « Secrets », ils sont envoyés aux cadres de l'armée française et vraisemblablement aux hautes autorités civiles. Le commun du peuple n'en a jamais connaissance. A plus forte raison, le bidasse lui-même, dont ces pages prétendent régler le sort. A ceux-là est servie la litanie centenaire de la défense de la patrie, et depuis quelques années, le couplet sur le « service national » dédramatisé, aseptisé, une sorte d'impôt que la jeunesse verserait à l'Etat sous forme d'une corvée de douze mois. Les autres, c'est-à-dire la caste militaire en premier lieu, les couches les plus élevées du pouvoir ensuite, se préparent consciencieusement à la seule forme de guerre que l'armée française, privée des génocides coloniaux, peut et doit envisager de mener : la guerre civile. Cette guerre, les révolutionnaires aussi la savent inévitable, et s'y préparent. Par delà rêveurs, réformistes et utopistes, révolutionnaires et bourgeois se rejoignent dans une même compréhension : Il n'y a pas de révolution possible sans ou contre l'armée. La conquête des centaines de milliers de jeunes travailleurs en armes qui la composent est un objectif vital pour lequel une lutte serrée doit être menée en permanence.

Nous avons tenu à publier ensemble ces deux documents. Ils s'éclairent mutuellement : le premier est la synthèse annuelle (1970) que la Sécurité Militaire adresse à tous les chefs de corps, sur ses activités, ses problèmes. Il est axé fondamentalement sur un sujet : les activités des révolutionnaires à l'armée, et leur répression. L'abîme de bêtise, d'incompréhension totale de ce qui se passe dans la société actuelle, qui s'étale au long de ces pages est en soi un monument. Il prêterait à rire si des jeunes ouvriers, paysans, étudiants, n'en étaient pas les victimes, dans les casernes, soumis à ce fascisme ordinaire de la caste militaire, qui peut les conduire au cachot, en forteresse, à Fort Aiton ou à Djibouti (ces bagnes militaires cent fois pires que les prisons civiles aujourd'hui mises sur la sellette) pour la bousculade d'un supérieur ou la simple possession de coupures de presse de l'Humanité.

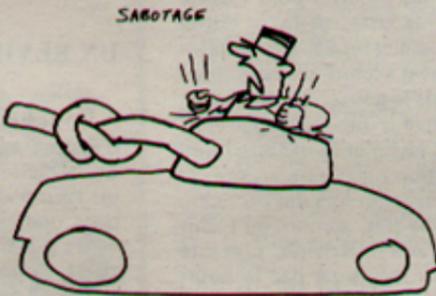
Nous avons déjà dénoncé, lors du procès de trois de nos camarades de



2° CLASSE RIDICULISANT
L'UNIFORME

Rennes, la justice militaire et ses instruments. Les lettres de cachet de l'ancien régime féodal ne sont rien auprès de cette **juridiction d'exception** : la caste militaire dispose, au sein de la société civile, de ses propres lois, de ses enquêteurs, de ses juges, de ses policiers, de ses punitions, de ses bagnes. Ses victimes : les jeunes soldats. Son but : maintenir dans l'armée une **discipline absolue**. Sa force : l'immuabilité, quels que soient les régimes et les gouvernements. Et le silence : elle accomplit ses forfaits dans l'ombre, et personne ne la contrôle, parce que presque tout le monde l'ignore.

Pour la combattre, il fallait la faire sortir de l'ombre. Mais il fallait aussi expliquer les raisons de son existence. Plus exactement : les raisons de la discipline moyennageuse qui frappe, pendant douze mois de leur vie, la plupart des jeunes français. C'est pourquoi nous publions en même temps le petit mémento du maintien de l'ordre dont disposent les cadres de l'armée française. Les forces armées sont divisées en trois catégories : la première comprend la gendarmerie départementale (dite « blanche ») et la garde républicaine de Paris, la seconde la gendarmerie mobile (dite « rouge ») et la troisième, enfin, les forces armées terrestres, maritimes et aériennes. Les deux



troubles sociaux, les manœuvres même de l'armée sont conçues en ce sens. La discipline, enfin, trouve là son explication : pour que des fils d'ouvriers et de paysans puissent, le jour venu, réprimer leurs propres camarades, et — au besoin — tirer sur eux, il faut qu'ils aient été auparavant endoctrinés, cassés, terrorisés par une discipline sans recours.

Nous ne publions rien de nouveau. Mais nous publions les textes même de ceux qui préparent sciemment le bain de sang dans lequel ils voudraient faire périr le mouvement ouvrier français. Et nous les publions à une époque où, notre armée fait parler d'elle : suicides dans les casernes, condamnation d'un jeune militaire pour refus de participer à une opération de briseur de grève, lutte exemplaire des objecteurs de conscience pour le respect de leur statut... Mais aussi publication d'un livre écrit par le général le plus prestigieux de l'armée française, Massule-criminel-de-guerre, qui fait l'apologie de la torture et à propos duquel le silence gouvernemental ressemble fort à une approbation.

Nous savons fort bien que nous ne bénéficierons pas de la même approbation. Nous avons pris nos risques en pleine connaissance de l'importance politique qu'il y a à rompre le silence. Mais de quoi pourrions-nous nous accuser ?

Divulgarion de secrets militaires ? Il n'y a ni noms de lieux ni noms de personnes, ni effectifs qui soient livrés ici au public. Les seules révélations, nous venons de les donner : les projets d'utilisation de l'armée contre la classe ouvrière et, surtout, l'incroyable stupidité de la machine militaire ne sont des secrets pour personne.

Atteinte au moral de l'armée ? Il est vrai que nous n'avons aucun respect pour le moral de l'armée tel que l'entendent les Debré, Massu et consorts. Mais rien de ce que nous pourrions jamais écrire ne sera assez fort — ou assez ridicule — pour porter atteinte au moral de l'armée autant que le fait le texte ci-joint de la Sécurité Militaire.

Atteinte à la Sûreté de l'Etat ? Si la sûreté d'un Etat qui se dit « fort » peut être mise en cause d'aussi directe façon, nous ne pouvons que nous en réjouir et promettre que nous la mettrons en cause autant de fois qu'il le faudra, jusqu'à ce que la classe ouvrière en armes règle définitivement le problème.

Car là se trouve une des tâches fondamentales des révolutionnaires, une des plus dangereuses mais une des plus impératives. Face à la bourgeoisie qui maintient en permanence, en plus de ses corps

spécialisés, un contingent qu'elle entend tenir prêt à la guerre civile, les révolutionnaires doivent développer leur travail anti-militariste sans concessions. Et sur deux plans en même temps : à l'intérieur des casernes, où se trouve le travail le plus difficile, celui où l'affrontement est direct ; à l'extérieur, ensuite, en sensibilisant au maximum l'opinion publique, en brisant l'isolement imposé par la bourgeoisie, en apportant aux jeunes soldats cette aide inappréciable qu'est le soutien de la population civile.

Ce combat anti-militariste, répétons-le, est essentiel. De lui dépend pour une bonne part la possibilité d'une insurrection prolétarienne victorieuse en France. Car de lui dépend contre qui seront tournés, le jour de l'affrontement, les jeunes appelés : contre leurs frères de classe ou contre les exploiters et leurs bourreaux. Et quelles que soient les apparences, ce combat n'est pas gagné à l'avance. Aujourd'hui, la caste militaire a peur. Il nous appartient de faire que cette trouille soit amplement justifiée.

(Extrait de l'Introduction de la brochure)

(1) En vente à la Librairie Rouge, 3f, 4,30fr en envoi postal

Extrait du premier document, « Synthèse annuelle de la Sécurité Militaire » (1970)

INGERENCE N°10

CREATION DE CELLULES DE LA LIGUE COMMUNISTE DANS DES UNITES - TENTATIVE POUR LES INSERER DANS UN RESEAU NATIONAL

Au cours d'une visite des chambrées effectuée alors que son unité est à l'exercice, un officier constate dans une armoire entrouverte la présence de documents d'inspiration révolutionnaire.

Une enquête menée d'abord avec les moyens du corps, puis avec le concours de la S.M. conduit à la découverte dans la formation d'une cellule trotskiste animée par un militant de la Ligue Communiste.

Ce dernier, déjà connu et signalé au Commandement lors de son incorporation, n'avait pas jusqu'alors attiré l'attention par son comportement. Cependant, après une période d'observation destinée à se familiariser avec le milieu, l'intéressé était réellement passé à l'action.

Profitant de conversations à bâtons rompus à la sortie du réfectoire ou au foyer, il avait sondé ses camarades et sélectionné le noyau d'une cellule. Par la suite, pendant trois mois, il avait instruit le personnel choisi au cours de réunions tenues dans des lieux peu fréquentés de la caserne ou dans un bar de la ville.

Enfin, jugeant son équipe prête, il décidait d'entreprendre une action de plus grande envergure, faisant tout d'abord circuler dans l'unité des pamphlets antimilitaristes, tentant ensuite d'exploiter, au moyen d'un tract rédigé de sa main, un incident au cours duquel un sous-officier s'était laissé aller à un mouvement d'humeur envers un soldat qui le narguait. Il comptait ainsi mener une campagne de signatures et déposer une pétition auprès du Commandement.

L'enquête de la S.M. a révélé que cette cellule était en relation d'une part avec les dirigeants nationaux et locaux de la Ligue Communiste, et d'autre part, avec des militants en service dans d'autres formations. En particulier, une organisation identique, mise sur pied dans un autre Régiment, a pu être découverte par l'imprudence de l'un de ses membres qui, bien que prévenu par ses complices, n'avait pas eu le réflexe de détruire les documents compromettants en sa possession.

Dans cette unité, l'action des contestataires, dont l'un faisant partie de l'équipe de l'officier conseil, s'était exercée principalement au sein du "Club Amitié" où les débats étaient insidieusement orientés et tournaient régulièrement à la discussion politique. Les soirées récréatives étaient mises à profit pour dire des poèmes engagés, voire exécuter des chants révolutionnaires.

L'exploitation des incidents de la vie courante était systématiquement recherchée, sans grand succès d'ailleurs, en vue d'entraîner les appelés dans des manifestations collectives.

Cette affaire a connu son épilogue devant les Tribunaux Militaires qui ont prononcé trois peines de prison ferme et deux autres avec sursis.

Enseignements à tirer :

- intérêt des visites fréquentes et inopinées de locaux occupés par la troupe.
- nécessité pour les cadres de garder leur sang-froid devant les provocations.
- surveillance des activités de loisirs et du personnel mis à la disposition de l'officier conseil.
- intérêt d'informer rapidement la S.M. dès le recueil des premiers indices de subversion dans une formation.

l'armée face à la popula- tion

Le texte que nous publions ci-dessous a été signé d'une centaine de personnes, dont les dirigeants de la Ligue Communiste.

Les nouvelles signatures sont recueillies par René Cruse, 4 allée de Pologne, 91 Massy.

« Des faits graves concernant les rapports de l'armée et de la population se multiplient à l'heure actuelle :

— De plus en plus, l'armée française est une briseuse de jeunes ; elle cherche à conditionner et à asservir « les esprits malléables » (selon la formule du Général Vanuxem), en réprimant avec brutalité ceux qui résistent et en envoyant les irréductibles dans les bagnes de Fort Aiton et de la CILA (Djibouti).

— Vingt cinq ans après la deuxième guerre mondiale, il n'est plus honteux d'utiliser la torture puisque certains militaires comme le Général Massu s'en vantent et la justifient avec la bienveillante complicité du Pouvoir.

— L'armée française est un instrument au service d'une classe privilégiée, et à ce titre elle est souvent utilisée pour briser les grèves (métro, éboueurs, etc.). C'est ainsi qu'elle prépare activement la répression de mouvements populaires éventuels.

— Au Larzac, en Bretagne, au Plateau d'Albion et ailleurs, l'extension des camps militaires, des bases de fusées et de sous-marins atomiques se traduit par le chômage, l'exode et la misère des populations expropriées et spoliées.

— L'armée est un instrument de l'impérialisme français au Tchad, à Madagascar et dans les départements et territoires d'Outre-Mer notamment.

— Le commerce des armes, en particulier avec les gouvernements du Tiers-Monde ou les gouvernements fascistes d'Espagne, de Grèce, du Portugal ou d'Afrique du Sud, renforce les régimes d'oppression, enrichit fabricants et trafiquants (Dassault,...) et favorise dans le monde l'exploitation et la répression sanglante des peuples.

Aujourd'hui, à l'initiative de forces politiques et financières attachées à la défense de l'armée, et notamment à l'initiative du Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale, on assiste à une vague de répression intolérable :

— Les procès de Bressuire et de Poitiers ; les poursuites engagées contre René Cruse, contre le journal « Fais pas le Zouave », contre 25 autres militants pour avoir publiquement incité au refus du service militaire en diffusant la loi de 1963 (concernant les objecteurs de conscience) ;

— Les lourdes peines d'emprisonnement infligées à Devaux, Trouilleux et Hervé, pour avoir distribué un tract à l'intérieur de la caserne ; à Jean-Jacques Martin pour avoir refusé de briser la grève des conducteurs de métro en octobre 1971 ; à Puttemans, Chapelle (insoumis) ; à Gaignard (déserteur) ; à Valton (objecteur politique) et à beaucoup d'autres parmi lesquels une centaine de témoins de Jehovah actuellement en prison ;

— La mort de Jean-Pierre Lalanne, les nombreuses tentatives de suicide sanctionnées par des mois voire des années de prison, les lourdes condamnations pour ceux qui veulent échapper à la vie militaire : un engagé volontaire est accusé, s'il veut quitter l'armée, à la désertion ;

— La répression incessante frappant tout soldat qui se révolte contre la brimade et l'imbécillité quotidiennes.

Telles sont les raisons pour lesquelles, aujourd'hui, nous élevons la voix : nous avons le droit et même le devoir, d'une part, d'alerter les jeunes sur ce que représente l'armée, pour eux et pour l'ensemble de la population, d'autre part, de soutenir et d'aider ceux qui luttent contre elle,

soit à l'intérieur
soit en choisissant « de se soustraire aux obligations militaires » (1)

(1) « ... » selon les termes de l'article 11 de la loi No63-1255 du 21 décembre 1963.



Inculpez Massu!

« Le Général Massu a choisi... la solution la moins mauvaise... Il « a pris une décision en chef parfaitement conscient de la portée morale de ses ordres ». Ces lignes sont extraites de « Terre-Air-Mer », journal officiel de l'Armée destiné à agrémenter la morne vie des bidasses. Ce torchon, dans sa chronique des livres, a consacré en novembre une partie notable de ses colonnes à Massu-la-torture. Habituer à l'idée de torture, la faire entrer dans les mœurs, et pour cela endoctriner les premiers concernés, les exécuteurs, la main d'œuvre, le contingent. Il faut lire le livre de Massu, dit-on aux soldats, il montre l'armée à l'œuvre dans une « tâche à caractère policier, totalement différente des missions confiées habituellement aux soldats ». Bref l'armée de guerre civile, celle que les hautes sphères de l'armée préparent au premier chef. L'article se termine par un roulement de tambour satisfait et sans ambiguïtés : « Ses subordonnés (de Massu) d'alors doivent... lui garder reconnaissance ».

J. K.

Les affiches « Inculpez Massu ! » sont parues. Elles sont disponibles :
— à la Librairie « Rouge ».
— à la Librairie Maspéro, rue St Séverin.

Charonne les charognards n'ont pas payé

Dix ans ont passé. Le 8 février 1962, une manifestation de protestation contre les attentats de l'OAS est brutalement chargée par la police alors qu'elle s'apprêtait à se disperser sans incidents. Une partie des manifestants est repoussée dans l'entrée du métro Charonne et se heurte aux grilles fermées. Le massacre commence : du haut du boulevard, la pègre bleue en uniforme, les flics, matraquent, écrasent, piétinent. « J'affirme avoir vu, explique un témoin, des gardiens de la paix brandir des grilles d'arbre au-dessus de leur tête et les projeter avec force dans la masse hurlante et grouillante, les lancer non pas à plat, mais verticalement ». Un médecin : « Je retiens de mon premier mort, un seul fait : la volonté de tuer. Un seul coup, mais terrible avait fait éclater le crâne, car il n'avait pas reçu d'autre coup ailleurs ». Les obsèques des neuf victimes rassemblèrent un million de personnes.

Les coupables ? Le Ministre de l'Intérieur de l'époque : blanc comme neige, il s'appelle Frey et est toujours ministre. Selon lui les coupables furent d'abord les « commandos communistes », ensuite, comble de ridicule, de « faux policiers membres de l'OAS ». Quant au commissaire, chef direct des tueurs armés de bidules qui opéraient à Charonne, lui aussi sans tâche : il est un des principaux dirigeants du SAC à l'heure actuelle. Quoi d'étonnant dans ce cheminement de Charonne au SAC, d'assassinat en assassinat ? Charonne a montré ce que masquait la légalité bourgeoise, le vrai visage de la domination de la bourgeoisie et de l'Etat fort gaulliste.

Tous ceux qui en ce temps là, dans les rangs de la bourgeoisie, s'opposaient au projet gaulliste d'une paix néo-colonialiste en Algérie, ont aujourd'hui rejoint le bercail : que sont ces divergences passagères face au péril révolutionnaire ? De Salan à Soustelle, de la pègre des SAC à celle d'Ordre Nouveau, ils sont tous prêts à ensanglanter les pavés de nouveaux Charonne si l'ordre bourgeois est menacé. Massu n'est-il pas l'idéologue de ces assassins lorsqu'il entreprend de réhabiliter la torture, de préparer les esprits à la solution forte que la bourgeoisie tient toujours en réserve, au cas où...

F.S.

Assas

une victoire

2000 participants à un meeting convoqué à la faculté de Droit d'Assas de Paris par le « comité pour la défense des libertés démocratiques » : le grand amphi archi-comble, des mots d'ordre que l'on n'avait pas entendus depuis longtemps à Assas. Objectif : exiger l'abrogation du règlement intérieur de la faculté, et imposer un rapport de forces massif face à la terreur qu'y font régner les nazillons d'Ordre Nouveau, qui veulent faire d'Assas « le bastion inexpugnable des nationaux » (Rivarol du 27/1/72).

Il a fallu la présence depuis huit heures du matin d'un service d'ordre de 300 militants pour imposer la tenue du meeting, face à des menaces fascistes d'occupation de la faculté. Mais ce meeting n'était pas une « opération militaire » de plus : son succès a été permis par un long travail de préparation dans les amphes et les TD, dont certains avaient voté leur participation collective.

ASSAS : LE GRIGNOTAGE

Vieux bastion de la réaction avant Mai 68, la faculté d'Assas avait participé au mouvement de Mai 68. Dans l'offensive générale de reprise en main de l'université qui caractérisa l'après mai, le gouvernement s'efforça de faire de cette faculté un exemple de retour à l'ordre. Tous les moyens furent utilisés :

— la participation, dénoncée et boycottée par les organisations révolutionnaires et qui s'avéra être un coup d'épée dans l'eau.

— l'introduction de vigiles universitaires qui connurent le même sort que leurs collègues d'autres facultés : la dérision et l'ignorance.

Tout cela ne suffisait pas. Les gauchistes restaient dans la fac ; l'ordre réactionnaire ne régnait toujours pas. L'administration édita alors en avril 71 un règlement intérieur draconien, stipulant que ne pourraient bénéficier de moyens de propagande que les organisations susceptibles de fournir des pétitions recueillant « un nombre de signatures égal au nombre de voix obtenues aux élections de conseils d'UER par le mouvement qui possède le plus petit nombre de représentants au Conseil », ainsi que « les partis ayant un caractère représentatif au plan

national ». En un mot : gauchistes, vous qui refusez la participation, vous qui n'avez pas de représentants au Parlement, vous n'avez pas droit à la parole !

Il fallait des gens pour faire appliquer ce règlement : on les trouva, en la personne des militants du GUD (Ordre Nouveau), chargés implicitement de nettoyer la racaille gauchiste.

ORDRE NOUVEAU EXECUTEUR DES BASSES OEUVRES DU POUVOIR

Nous l'affirmons catégoriquement et nous rappelons quelques faits :

— en mai 70, après que les flics soient entrés dans la faculté pour interdire une mobilisation de masse anti-fasciste, les nazis ratonnent dans le quartier durant toute la journée.

— tout le monde sait, et la police en premier lieu, que le local du GUD à Assas ne renferme pas que du papier et des ronéos, mais également des casques et des matraques.

— lorsqu'en novembre 71 des militants de la Ligue viennent distribuer un tract appelant à la manifestation sur le Vietnam, les vigiles laissent les militants du GUD s'armer pour tenter d'interdire la distribution.

Cette connivence avec le pouvoir n'existe pas qu'à Assas. Un exemple : Le Cavalier, organisateur du service d'ordre d'Ordre Nouveau, est appointé par la préfecture de police.

Nous pesons donc nos termes lorsque nous disons que le pouvoir et l'administration se sont explicitement servis des groupes fascistes dans leur tentative de liquidation des militants révolutionnaires. Et ce n'est pas l'inculpation d'un militant du GUD (Patrice Janeau), timide mesure de l'administration pour se refaire une virginité, qui nous fera oublier toutes les exactions restées impunies, malgré les plaintes nominales déposées.

LE MEETING : UN PREMIER PAS

La conquête des libertés politiques à Assas ne sera pas un nouveau « Fort Chabrol ». Nous nous refusons à raisonner en terme d'affrontements de services d'ordre, même s'il est des cas où leur présence est indispensable pour assurer la tenue des initiatives.

Cette bataille pour l'abrogation du décret scélérat sera fondamentalement l'œuvre des étudiants d'Assas. S'il doit y avoir des affrontements physiques avec les fascistes, ce sera aux étudiants d'Assas de les assumer en masse. Et la réussite du meeting du jeudi 3 ne peut que donner confiance...

La poursuite de l'action du « comité de défense des libertés démocratiques » doit être affirmée. Le cadre unitaire qui en a fait le succès (11 organisations, depuis l'AJS jusqu'au Secours Rouge) doit être maintenu.

Par ailleurs, l'implantation en profondeur de structures de masse contre la politique universitaire du pouvoir, contre la répression politique, contre le contenu de l'enseignement est à l'ordre du jour. Les militants de la Ligue s'y emploieront.

Michel LUDO

Le service d'ordre à la faculté d'Assas



J.P. Durieux

VIVE LA LUTTE ARMÉE DU PEUPLE IRLANDAIS !

l'avenir de l'europe

Depuis le 30 janvier 1972, l'ignoble massacre des manifestants de Derry s'ajoute à la liste des crimes de l'impérialisme britannique en Irlande. Le gouvernement conservateur a ordonné à ses troupes de tirer sur des hommes et des femmes désarmés : ce sang répandu est le vrai visage de l'oppression nationale et sociale presque millénaire de l'ensemble de la population irlandaise par la bourgeoisie britannique. Les tortures, les camps d'internement, une législation d'exception, une troupe de 15 000 hommes : les plus belles heures de la bataille d'Alger, les hauts faits d'armes de Massu-la-torture semblent resurgir. Car c'est bien de guerre coloniale qu'il s'agit, à nos portes mêmes, aux frontières de l'Europe, alors que le gouvernement conservateur vient à peine de rejoindre le Marché Commun, l'Europe unie du capital. Sur son déclin, la force impérialiste qui domina le monde au cours des deux siècles derniers jette bas le masque hypocrite, les politesses doucereuses dont elle se parait : la dictature hideuse et cruelle du capital apparaît dans toute sa nudité. Cette démocrate bourgeoise de parade, ce paravent, c'est à l'héroïque lutte du peuple irlandais qu'il convient de l'avoir ébranlé.

Nous affirmons notre solidarité pleine et entière avec le peuple irlandais en lutte pour le droit à l'auto-détermination, pour son indépendance, contre l'oppression coloniale au Nord et contre l'emprise néo-coloniale du capital anglais au Sud. C'est le devoir élémentaire de tout militant ouvrier. L'Irlande est à la fois la première entreprise du colonialisme britannique et un de ses derniers remparts. Maintenir le système d'oppression des masses catholiques en Irlande du Nord, perpétuer les affrontements des communautés religieuses pour mieux diviser et affaiblir la classe ouvrière, tel est le programme de la clique fantoche qui règne à Belfast. La guerre civile qui ravage l'Irlande n'est pas une guerre de religion. Ce n'est là qu'un cliché fabriqué par les propagandistes de l'impérialisme. Seule l'oppression coloniale a fait de l'appartenance religieuse, et principalement de la confession catholique, l'expression idéologique déformée de la conscience nationale du peuple irlandais, écrasé sous la botte britannique. Les causes profondes sont ailleurs : la question nationale irlandaise est quant au fond une question sociale, et en ce sens la lutte de libération du peuple irlandais débouche sur la remise en cause du capitalisme et le combat pour le socialisme qui seul mettra fin à toute forme d'oppression nationale.

Les travailleurs de l'Europe entière doivent avoir en permanence les yeux tournés vers la lutte armée engagée sur la terre irlandaise depuis 1968 contre l'occupation britannique. Ce n'est pas l'instabilité ou la crise latente du seul capitalisme anglais qui s'y illustre, mais bien aussi celle de tous ses confrères européens. L'Irlande n'est qu'un avant-goût du glissement vers l'étouffement des libertés de la démocratie bourgeoise traditionnelle, vers l'Etat fort qui se prépare dans l'Europe capitaliste tout entière.

Si, alors que des chantiers navals aux mines ses luttes se multiplient, la classe ouvrière britannique ne lutte pas avec énergie contre l'oppression de la population irlandaise, si elle ne lie pas la question irlandaise à ses propres combats contre le capitalisme britannique, la gangrène coloniale gagnera l'Angleterre elle-même. En France, la guerre d'Algérie n'a-t-elle pas ouvert la voie à l'autoritarisme de la Vème République et à l'Etat fort gaulliste ? Du côté du gouvernement anglais, les tentatives de censurer la presse, les mesures anti-grèves, le développement de l'appareil répressif, l'état d'exception décrété contre les mineurs, le meurtre d'un gréviste... sont autant d'indices de cette pente. Lourd de leçons doit être pour l'avant-garde révolutionnaire en Grande-Bretagne le souvenir de l'impréparation politique du mouvement ouvrier français à la veille du coup d'Etat gaulliste, en raison de l'action contre-révolutionnaire de sa direction stalinienne. Elle doit avoir en mémoire l'appel prophétique que Marx lançait, déjà à propos de l'Irlande, aux travailleurs britanniques : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.

La classe ouvrière d'Irlande du Nord a répondu par la grève générale aux massacres de l'armée coloniale britannique. Les deux ailes de l'Armée Républicaine Irlandaise (I.R.A.) se réclament du socialisme. Les cadres du nationalisme étroit caractérisés par l'incapacité de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie à mener à son terme la révolution irlandaise ont aujourd'hui éclaté. Autant de pas vers la construction d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière irlandaise. C'est de la réalisation de cet objectif que dépend la victoire.

La Ligue Communiste soutient la lutte armée héroïque du peuple irlandais, elle est solidaire des combattants de l'I.R.A. Comme toutes les sections européennes de la IVème Internationale, à l'exemple de nos camarades anglais de l'International Marxist Group au sein de l'Irish Solidarity Campaign, elle lance d'ores et déjà une campagne continue de soutien à l'Irlande combattante, en lutte contre le plus ancien des colonialismes, campagne ouverte avec succès par la manifestation unitaire du jeudi 10 février.

- BAS LES PATTES DEVANT L'HEROIQUE PEUPLE IRLANDAIS !
- VIVE LA LUTTE DU PEUPLE IRLANDAIS !
- POUR UNE IRLANDE UNIFIEE ET SOCIALISTE !



Wladimir

au nord comme au sud
l'impérialisme
s'embourbe

Le 30 janvier à Londonderry : 13 manifestants sont froidement assassinés par l'armée britannique. Cet acte sanglant dévoile tragiquement l'impasse de l'impérialisme britannique après deux ans et demi d'occupation militaire en Irlande du Nord. La riposte massive de la minorité catholique à Newry, les nombreuses manifestations de solidarité en Irlande du Sud comme en Angleterre, prouvent que face à l'escalade militaire, le front de la résistance ne cessera de se développer et de se renforcer.

L'ARMEE BRITANNIQUE GARDIENNE DE L'ORDRE CAPITALISTE

En août 1969, après les violents affrontements entre la minorité catholique et les extrémistes protestants du Pasteur Paisley, le gouvernement Wilson envoie un premier régiment de troupes en Ulster. Venue soi-disant pour « protéger la minorité des ghettos catholiques », l'armée britannique n'allait pas jouer un rôle « neutre » en Irlande. La montée du mouvement des droits civiques de la population catholique menaçait l'existence même du petit Etat d'Ulster, édifice artificiel créé par l'impérialisme britannique après la guerre civile de 1918-21, pour garantir ses intérêts dans le pays. C'est pour défendre ses intérêts, mieux que ne pouvaient le faire les extrémistes protestants, que l'armée britannique fut envoyée en Irlande du Nord. En voici la preuve :

— Août 1970. Aux côtés des bandes para-fascistes du Pasteur Paisley, les soldats anglais déploient une violence rare contre la minorité catholique de Belfast. Plusieurs morts, de nombreux blessés, un quartier ravagé. Dès lors l'armée britannique se trouvera toujours du même côté des barricades : contre la population catholique.

— Août 1971. L'application de la loi dite d'internement, qui permet d'arrêter et d'emprisonner toute personne « suspecte » sans motif et sans jugement.



le anglais

Cette mesure est en fait un premier constat d'échec des Britanniques. En effet, la présence de l'armée au Nord visait à briser la résistance des catholiques. Or, après deux ans celle-ci n'a pas cessé de se renforcer et de s'organiser. Pendant les émeutes de Derry et de Belfast en 1969 et 1970, les quartiers catholiques derrière les barricades s'auto-organisèrent en comités de rues, pour prendre en main le ravitaillement et l'auto-défense. Les liens entre la population et les combattants de l'IRA se resserrèrent. Ceux-ci organisèrent les milices de protection des quartiers : à Belfast en 1970, 150 hommes de l'IRA mirent en échec 2000 soldats britanniques. Cette capacité militaire n'est pas due seulement à une tactique éprouvée de la guérilla urbaine, mais aux liens étroits que les combattants ont su établir avec la population, en l'associant directement à la défense, liens qui leur garantissent en retour une plus grande sécurité face à la répression.

Pour l'armée anglaise, c'est là que le bât blesse : elle a compris le rôle décisif que jouait l'IRA dans les ghettos, et pour elle le seul moyen de briser la résistance catholique, c'est d'écraser l'armée républicaine. C'est le rôle que devait jouer l'internement : effrayer la population en arrêtant toute personne susceptible d'avoir eu des contacts avec l'IRA. Plus de 1000 personnes remplissent les camps de concentration de l'Ulster : pourtant jamais la résistance n'a été aussi forte, car elle est assurée à un niveau de masse. Ainsi, pour répondre à l'internement, la minorité catholique observe depuis 6 mois une grève totale des loyers et des impôts, dirigée par des comités de locataires élus. Devant l'impossibilité d'interner des milliers de locataires, l'armée britannique choisit la provocation délibérée : elle tire froidement sur une manifestation de Londonderry. Mal lui en prit : la minorité catholique, sourde à la campagne hystérique contre les « terroristes » de l'IRA, tourne la « légalité » de Stormont (Parlement fantoche du Nord) et de Westminster en dérision en participant massivement (30 000 manifestants) à la manifestation illégale de Newry.

LE ROLE DE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE AU SUD.

La séparation artificielle du pays par l'impérialisme avec l'accord de la bourgeoisie catholique nationaliste n'empêche pas les rapports de forces entre les classes en Irlande de se déterminer au niveau des 32 comités (26 au Sud, 6 au Nord).

La radicalisation au Nord a définitivement arraché le masque « républicain » grâce auquel le parti bourgeois du Sud **Fianna Fail**, avait pu canaliser les mouvements populaires, et a révélé au grand jour la mutation des rapports de la bourgeoisie du Sud avec l'impérialisme anglais.

Après l'échec de la politique protectionniste menée par la bourgeoisie du Sud pour assurer le développement de l'industrie « nationale », en 1959 un traité de libre-échange fut signé avec l'Angleterre. Cet accord ouvrait grandes les portes aux capitaux et aux produits anglais. L'industrialisation se développa rapidement, liant totalement l'économie irlandaise aux intérêts britanniques : de 1959 à 1969, 80 % des investissements effectués en Irlande du Sud provenaient de capitaux anglais. Cette industrialisation intensive entraîna rapidement des différenciations beaucoup plus nettes au sein de la bourgeoisie et entre la bourgeoisie et les travailleurs. L'implantation des trusts anglais impliquait en effet la disparition rapide des petites entreprises nationales, l'instauration de méthodes d'exploitation plus poussées, et des mesures de rationalisation de la production agricole.

Parallèlement à ces changements économiques s'opéra un changement au niveau du personnel politique bourgeois. Le début des années 60 vit la montée des éléments pro-britanniques de la bourgeoisie du Sud — représentés par le premier ministre actuel Jack Lynch — au détriment des éléments nationalistes, représentés avec toutes leurs ambiguïtés par De Valera. On voit dès lors que Lynch défend, sous des formes différentes, mais parfois conjointement, avec Faulkner et Heath, les mêmes intérêts : ceux du capitalisme britannique. Il a donc tout intérêt à une victoire impérialiste au Nord. Dès le début du mouvement pour les droits civiques, il a d'ailleurs clairement déclaré qu'il n'était pas prêt à aider les catholiques en quoi que ce soit. Mais sa situation est délicate : l'explosion de la lutte au Nord et l'hostilité à peine cachée de son gouvernement n'ont fait que développer les contradictions au Sud. Les travailleurs prennent conscience du lien qui existe entre leur lutte contre l'exploitation qu'ils subissent au Sud et celle de la minorité catholique au Nord. Les grèves qui se développent depuis deux ans au Sud — principalement contre le chômage —, couplées à des manifestations contre l'internement, apportent un appui concret à la minorité catholique du Nord. L'appui des travailleurs et des étudiants du Sud prend depuis quelques semaines un

caractère encore plus direct : il y a un mois, à Ballyshannon, la troupe irlandaise chargea une manifestation d'étudiants qui protestaient contre l'arrestation de militants de l'IRA. Après le massacre de Derry, une foule de 20 000 personnes incendia l'ambassade de Londres à Dublin. Les travailleurs déclenchent une journée de grève, massivement suivie, le jour des obsèques des 13 victimes. De plus ils organisent le boycott des produits anglais : les travailleurs des ports et des aéroports refusent de débarquer tout bateau ou avion venant d'Angleterre. Soumis à cette pression, Lynch n'est plus maître de la situation. Son geste timide de rappeler son ambassadeur en Angleterre ne cache pour personne le fond du problème : il s'en remet à l'impérialisme britannique pour trouver une solution et fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'aider. Au lendemain du massacre de Derry, n'annonçait-il pas sa ferme intention de lutter jusqu'au bout contre les « hors la loi » de l'IRA ?

QUELLE SOLUTION POUR L'IMPERIALISME ET SES VALETS ?

Malgré leurs divergences temporaires — qui résultent des pressions qu'ils subissent respectivement — Heath, Lynch et Faulkner cherchent ensemble une solution qui permette de garantir les intérêts capitalistes anglais en Irlande. Toute solution politique durable est soumise à un préalable : briser la dynamique engagée par le **Mouvement des Droits Civiques**. Avant de pouvoir trouver une forme politique satisfaisante — de type fédéraliste par exemple — l'impérialisme anglais et ses alliés doivent prendre des mesures transitoires pour achever ce que la force seule n'a pu faire : désamorcer la résistance catholique.

Dans un discours prononcé devant les jeunes conservateurs à Harrogate, Heath a tenté d'explicitier sa nouvelle approche du problème :

- appui total aux orangistes du Nord : transférer tous les pouvoirs à Westminster comme le demandent les travaillistes par exemple, reviendrait à désavouer la bourgeoisie du Nord et dans une certaine mesure céder aux pressions de l'IRA.

- tenter d'amener à la collaboration les éléments modérés de la minorité catholique, députés catholiques à Stormont et les plus à droite de la Civil Rights Association (Association des Droits Civiques) ; essayer de trouver des formes de participation politique de la minorité catholique aux institutions locales, tout en isolant les éléments les plus radicaux et en accentuant la répression contre l'IRA.

Mais les derniers événements — et surtout la victoire remportée par les catholiques à Newry — mettent un obstacle de taille sur la route du gouvernement anglais : jamais la résistance n'a été et ne s'est sentie aussi forte. La population catholique s'est renforcée dans sa détermination à ne pas accepter de solutions bâtarde. Une fois déjà, à l'issue de la guerre civile de 1918-1921, l'impérialisme anglais a su imposer au peuple irlandais une solution qui ne servait que ses intérêts capitalistes. L'expérience du Sud a montré que dans le cadre capitaliste, la bourgeoisie était incapable de remplir les tâches de libération nationale. La résurgence du mouvement républicain aujourd'hui, le rôle important qu'il joue dans la résistance — malgré des faiblesses politiques encore importantes — prouvent qu'une frange considérable de la population catholique renoue avec la tradition révolutionnaire irlandaise. Les avant-gardes révolutionnaires ont une tâche importante à remplir : par leur participation effective à la lutte en Irlande, par le développement de la solidarité en Angleterre, et par un débat politique permanent avec les différents protagonistes de la lutte, elles doivent montrer que la seule solution pour le peuple irlandais est la République Irlandaise des Travailleurs !

Anna LIBERA



CFDT conseil national la base a bon dos

« Syndicalisme », hebdomadaire de la CFDT, du 3 février rapporte une partie des débats du Conseil National de la CFDT des 27-28-29 janvier 1972.

La préparation des élections : 3 voies.

Detraz présentait au Conseil un rapport sur la nouvelle situation politique dominée par la préparation des élections. Il avait un double souci :

1) Consacrer le CFDT dans son statut d'organisation ouvrière new-look, syndicat n'abandonnant aucune tâche de la révolution aux partis politiques.

2) Arracher la CFDT au manège électoral du PC et de la CGT.

« Le rôle des syndicats, parallèlement, s'est politisé. Le syndicalisme « de classe et de masse » devient de plus en plus une force politique à égalité avec les partis ». Ce numéro de « Syndicalisme » ne rapporte que quelques interventions. Elles illustrent trois positions :

a) Il y a ceux qui veulent faire leur boulot de syndicalistes et laisser les partis faire le leur :

Marivin (Bretagne) :

« ... Ne suffit-il pas de rappeler nos positions de congrès, de nous contenter d'une analyse politique au service de notre action syndicale et de laisser les partis faire leur boulot...! ».

b) Il y a ceux qui cherchent un partenaire politique :

Gouyer (URP) :

« ... Au moment des élections, des prises de position s'imposent en faveur d'un vote pour des candidats soutenus par des organisations qui se sont prononcées contre le capitalisme, car les travailleurs ne comprendraient pas notre abstention... ».

c) Enfin, il y a ceux que ces élections embarrassent, qui ne leur font pas confiance et qui répètent qu'il faut surtout se préoccuper d'améliorer le rapport de forces ouvriers, de développer les luttes :

Le Beller (PTT) :

« ... Face à une éventuelle coalition de la gauche, c'est dans l'action que les travailleurs auront à poser leurs exigences... ».

Detraz :

« ... Nous pouvons agir en développant les luttes sociales et en faisant connaître nos positions ».

Jean Michel (Provence-Côte d'Azur) :

« ... La CFDT doit maintenir le climat de luttes ». Quelle synthèse en sortira Detraz ? « Ce rapport constituait un document de base sur lequel les régions et les fédérations devraient intervenir en vue de dégager les grands axes d'une résolution à voter lors du prochain Conseil National ».

LA VOIE DES VICTOIRES OUVRIÈRES ?

Nous attendons cette résolution. Mais le Conseil National a voté une autre résolution, celle de Krumnov sur la campagne retraite : et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle servira beaucoup plus les manœuvres pré-électorales de la direction PCF dans la CGT que les luttes des travailleurs. Apparemment, le Conseil National a longuement discuté sur une campagne retraite qui en fait n'a pas été menée : la CFDT s'est contentée de cartes postales et du « pousse-pousse » parlementaire du 1er décembre. Et il faut une belle dose d'humour au sieur Chérèque pour expliquer : « Nous avons cherché à comprendre pourquoi les journées nationales d'action ne permettaient pas une avancée suffisante. C'est parce que les réalités ne sont pas les mêmes partout ».

Depuis l'accord interconfédéral de décembre 70, depuis sa réactualisation en septembre 1971, la Confédération CFDT n'a pris aucune initiative susceptible d'organiser la force unie des travailleurs sur leurs revendications essentielles, pas plus sur la retraite que sur les salaires, l'emploi ou les conditions de travail ! Depuis le 35ème Congrès, la porte de sortie, c'est « la base » le Bureau Confédéral ne veut pas frustrer, complexer la base. Il sonde, il stimule les désirs de la base ! « C'est en tenant compte de ces données que la majorité du Bureau National propose une orientation au Conseil, orientation qui va d'ailleurs dans le sens de la stratégie définie par le 35ème Congrès et qui privilégie l'action à la base, diversifiée et permanente ».



photo GAMMA

Dans le dernier bouquin CFDT, des éditions de l'EPI, Krumnov l'explique : « Le recours à la discussion collective des travailleurs, pour nous, c'est une ligne de fond ». Très bien, camarade Krumnov. Mais voilà deux ans que tu renvoies la balle à la base. Tu es bien placé pour savoir que la classe ouvrière ne se dote pas de responsables et de permanents seulement pour qu'ils lui redonnent la parole. Peut-être est-ce que les travailleurs du Textile et Cuirs et Peaux voudraient te juger sur d'autres propositions que la résolution que tu as présentée et dont le meilleur passage prétend : « ... le souci de la CFDT est de ne pas laisser les travailleurs en perpétuelle attente de consignes d'action venant d'en haut... ». Ce morceau de bravoure est tellement explicite que les délégués d'Hacuitex le reprendront pour introduire un amendement contradictoire. Et pourtant, ces compagnons ont longuement travaillé avec Krumnov à l'écoute de la base.

Les tâches des militants et responsables CFDT ne sont certes pas faciles. Syndicat minoritaire, la CFDT doit constamment se poser le problème du mur PCF dans une CGT bien implantée. Cet obstacle résistera à toutes les astuces verbales. L'objectif est bien sûr de jouer les aspirations ouvrières, celles de nombreux militants CGT comme celles de nombreux travailleurs, contre le blocage bureaucratique de la fraction PCF. Encore faut-il qu'une organisation rassemble ces aspirations, cristallise cette combativité sur des objectifs précis et satisfaisants. « C'est à l'organisation syndicale de permettre l'expression de la base, d'en tenir compte, de coordonner ses décisions et de leur donner le maximum d'efficacité ». Krumnov, EPI p.97.

Prenez quelques exemples :

Les patrons se jouent actuellement des délégués syndicaux dans la Métallurgie parisienne et à Renault. Imaginons que la CFDT ait l'audace tout à fait justifiée et réaliste d'engager une campagne avec toutes ses faibles forces sur les 1500 F minimum, les 200 F d'augmentation égale pour tous et les 40 heures tout de suite. Imaginons qu'elle reprenne une idée expérimentée à Renault en 1948 : elle invite tous les militants et les travailleurs, syndiqués ou non, à constituer sur les entreprises concernées des comités de préparation à une grève générale de 24 heures reconductible sur ces objectifs. Une telle proposition « de sommet » ne musèlerait pas forcément la base. Elle n'empêcherait nullement la « discussion collective ». Mais elle risquerait fort d'intéresser la majorité des travailleurs, de leur redonner confiance en leurs possibilités et en leurs organisations. Il est même probable que la fraction PCF dans la CGT ne se contenterait pas de « crier au loup » face à des patrons qui se feraient certainement moins arrogants !

Imaginons aussi que toute la CFDT se soit mobilisée pour remettre en cause la « grande braderie » des 1300 sidérurgistes lorrains : quel point d'appui pour une campagne emploi puisque Krumnov avoue que « les problèmes de l'emploi prennent le pas sur les retraites » ! Si le sieur Chérèque avait promené son oreille dans la vallée de la Fensch, avant la manifestation du 16 novembre à Hayange, ses camarades de la CFDT lui auraient soufflé quelques idées !

DES IDEES EXTERIEURES A L'ORGANISATION SYNDICALE ?

Voilà comment les militants de la Ligue Communiste pensent que les directions syndicales devraient répondre à la situation politique en général et aux intérêts des travailleurs en particulier. C'est de cette façon que l'organisation syndicale remplit réellement sa fonction politique. C'est ainsi qu'une direction syndicale qui veut s'arracher aux illusions électoralistes prépare le « rapport de forces ouvrier » : les élections ne seront plus alors qu'une péripétie à traiter tactiquement selon les tâches du moment. Les militants qui, dans la CFDT, défendent de telles perspectives

prennent-ils « leurs mots d'ordre à l'extérieur de l'organisation syndicale » ? Nous disons aux camarades Detraz et Jhiollent : nous ne savons pas de quelle organisation syndicale vous rêvez ! Pour nous, ces idées sont tout à fait compatibles, bien plus, indispensables au développement d'un syndicalisme de classe, de masse, démocratique et unitaire », pour reprendre les termes de Krumnov au 35ème Congrès !

Krumnov peut s'écrier que « si la CFDT est devenue socialiste, ce n'est pas en lisant Marx, Lénine, Mao ou Marcuse » (1) (EPI, p.91). Mais la lutte contre le capitalisme, pour le socialisme, la situation politique, l'offensive patronale ne se satisferont certainement pas des résolutions du dernier Conseil National : dans la CFDT, devant les travailleurs, l'heure est à la discussion collective sur « d'autres mots d'ordre » : les syndiqués CFDT et CGT, les travailleurs jugeront sur pièces les propositions des militants. Apparaîtront alors peu à peu les idées, les mots d'ordre étrangers aux intérêts des travailleurs !

Jean Métais

résolution

L'action développée par la CGT et la CFDT depuis un an sur le problème des retraites a démontré la priorité accordée par les travailleurs à cet objectif.

Pour la CFDT, il s'agit tout à la fois d'obtenir :

— l'augmentation substantielle des pensions avec objectif d'un minimum de 800 F par mois et 75 % de garantie de salaire ;

— le droit à la retraite pleine à 60 ans ;

— l'amélioration des conditions de travail et de vie afin d'éviter le vieillissement prématuré des travailleurs ;

— l'amélioration des conditions de vie des retraités ;

Ces objectifs sont aujourd'hui portés par les travailleurs dans les différentes branches et secteurs.

Les mesures partielles concédées, suite à l'action menée par les travailleurs à l'appel de leurs organisations syndicales constituent des mesures qui ne répondent pas à leurs exigences. Le gouvernement et le patronat refusent toujours une négociation tripartite.

Devant ce refus, la CFDT appelle les travailleurs à mener la lutte d'une façon permanente dans tous les secteurs et à tous les niveaux à partir des initiatives de toutes les structures de l'organisation syndicale (fédérations professionnelles, régions et organisations inter-professionnelles, syndicats et sections d'entreprise) avec pour but :

— d'avancer avec vigueur les objectifs d'ensemble de la campagne ;

— d'arracher au patronat et aux pouvoirs publics le maximum de concessions en veillant à ce que les résultats aillent dans le sens des objectifs d'ensemble ;

— d'insérer leur lutte à chaque fois que cela est possible dans des actions coordonnées entre entreprises et branches différentes ;

— de faire progresser au maximum le rapport de force sur les retraites par l'information et le développement permanent des luttes ;

Le souci de la CFDT est de ne pas laisser les travailleurs en perpétuelle attente des consignes d'action venant d'en haut.

La Confédération poursuivra de l'information, de la popularisation des quatre thèmes de la campagne, des actions menées et des résultats obtenus.

Elle estime que les objectifs revendicatifs sur les retraites doivent être portés par les travailleurs et que l'action doit se développer à tous les niveaux par l'initiative des organisations et être prise en charge par les travailleurs eux-mêmes.

Paris, le 28 janvier 1972

Amendement présenté par la Bretagne, les pays de Loire, les Fédérations Ha-Cui-Tex et Construction et Défendu par Tignon (Bâtiment). Cet amendement consiste à remplacer la fin du texte (à partir de « Devant ce refus ») par :

« Le souci de la CFDT est de ne pas laisser les travailleurs en perpétuelle attente des consignes d'action venant d'en haut. C'est pourquoi, tenant compte de la volonté déjà exprimée par les travailleurs, le Conseil National déclare à nouveau que les confédérations doivent prendre rapidement des initiatives d'action qui se traduiront par des arrêts de travail. Ces actions, coordonnées par les confédérations, doivent être des étapes de lutte importantes pour l'aboutissement de tous les aspects de cette revendication ».

Cet amendement est repoussé par 408 mandats pour, 571 contre et 116 abstentions.

La résolution est ensuite adoptée par 631 mandats pour, 413 contre et 51 abstentions.

pour un centre lumumba

Question : Pourquoi venir en France puisque vous y êtes si mal reçus ?

Réponse : « Un proverbe africain dit qu'un homme qui se noie se raccrocherait même à un couteau à double tranchant. »

Problème : Le colonialisme traque le « nègre », l'exploite, l'ampute ; le nègre doit parler blanc, doit être docile, ne doit pas dire ça et ça, il doit se contenter de balayer, de récupérer.

Les travailleurs africains ne sont pas des nègres dociles !



photo Elie KAGAN

Ces foyers sont en grève (liste non exhaustive)	Depuis quand
42, rue Lendy Plaine St Denis (200)	six mois
65, rue de la République Montreuil (550)	six mois
49, rue Leo Gaumont Paris XX (396)	sept mois
3bis rue Riquet Paris XIX (300)	sept mois
15, rue Bisson Paris XX (400)	sept mois
116, rue Maurice Normand Paris XIII (350)	sept mois

entre / 1 nombre approximatif de locataires

Grèves contre :
— des loyers trop élevés
— l'insalubrité
— les chicanes d'un gérant de la coloniale

Les ouvriers africains ont aussi participé à des mouvements de lutte dans la plupart des entreprises où ils sont employés : à la Régie Renault, à Penna-

roya, à Idéal Standard, en Seine Maritime, dans les usines textiles du Nord, à Grenoble, à Marseille.

Ils disent aussi non à l'assassinat culturel. Leurs griots chantent l'histoire du guerrier Samory qui préféra brûler avec sa famille dans sa citadelle en bambous plutôt que de se rendre aux troupes françaises. Cette culture de combat est la force du peuple africain, et de ses ghettos en France. Le comité pour le centre Patrice Lumumba et les travailleurs africains sont décidés à relever le défi de la solitude et de l'encerclement culturel. Il faut 500 000 F pour acheter une maison à Nanterre et la transformer en ce qui sera le premier centre culturel africain libéré en France. Chaque franc reçu est un pavé lancé contre ceux qui transforment les usines en casernes, les casernes en foyers, les foyers en prisons.

Fonds à adresser à Michel Leiris, 53 bis, Quai des Grands Augustins, Paris VIème

chelles

Mois de soutien aux travailleurs immigrés

Avec le concours de nombreuses organisations politiques et syndicales et de diverses associations locales, le centre culturel a décidé d'axer l'ensemble de ses activités du mois de février sur les travailleurs immigrés. Film-débat, conférence, discussion au centre et dans les quartiers jalonnent le mois :

— Théâtre portugais engagé avec débat le 13 février à 15 h,

— Débat sur les travailleurs immigrés avec Bernard Granotier, et Ahsene Zeraoui le 16 février à 20h 45,

— « Le Vent des Aurès », le 20 février à 15 h,

— Les problèmes pédagogiques et d'alphabetisation le 23 février à 20h 45.

Nos camarades interviennent activement dans ce mois. La cellule tiendra un meeting sur « les conditions de vie, les revendications et les luttes des travailleurs immigrés en France ». Nous demanderons à la section locale du PCF, lors de son meeting, d'expliquer son absence dans la riposte unitaire à la campagne raciste de septembre dernier (cf. Rouge 122-123).

Une brochure pour l'inculpation de Massu, criminel de guerre connaît déjà une large diffusion locale.

Correspondant.

insee

Demi-victoire

A la direction générale, la grève s'est arrêtée.

Le mouvement s'est terminé par une manifestation place du Palais-Royal, le 3 février. Un meeting était prévu par les fédérations CGT et CFDT des Finances. La police avait refusé aux organisateurs le droit de manifester, et les flics étaient venus nombreux pour faire respecter l'interdiction. Malgré cela, jouant sur la surprise, des militants réussirent à entraîner les 2000 présents en cortège. Il ne resta plus sur la place du Palais-Royal qu'une dizaine de dirigeants CGT des Finances, respectueux jusqu'au bout de la volonté de la police contre celle de leurs syndiqués... La manifestation se dispersa ensuite sans incident.

Si les travailleurs ont décidé d'arrêter la grève, c'est pour éviter une minorisation qui aurait pu permettre à la direction d'accroître sa répression.

Les sanctions sont maintenues — sauf le licenciement —, mais la mobilisation empêche pour longtemps Ripert de les exécuter et de licencier les militants blâmés.

Pour l'INSEE, l'expérience est importante : la lutte a réuni une masse jamais atteinte de travailleurs syndiqués de tous syndicats et non syndiqués. Le succès, c'est que des centaines de travailleurs se soient emparés de leur lutte sans s'en remettre aux directions syndicales pour l'orientation du mouvement.

C'est un exemple à étudier non seulement à l'INSEE, mais dans toute la Fonction publique.

Correspondant.

creil

Le PCF brise l'unité contre le chômage

A Creil aussi l'emploi est menacé. Marinoni réduit les heures, Somenor menace de fermer. Cela concerne plusieurs centaines de travailleurs. Un comité de défense est constitué. Syndicats, partis, municipalité s'émeuvent. Le 26 janvier, autour du maire (socialiste) une centaine de représentants des organisations « populaires et démocratiques » (où dominaient les syndicalistes CGT, CFDT et enseignants) discutaient des moyens d'action. On s'était mis d'accord pour une manifestation le 9 février ; non sans quelques petits flottements ; l'enjeu étant : qui du PS ou du PF retirera le bénéfice électoral de l'opération ?

Aucun problème pour les signatures : il fallait un large éventail. Aucun problème... sauf pour la Ligue Communiste. Le PCF posa en ultimatum sa participation contre notre exclusion. Le moins qu'on puisse dire c'est que ce genre de comportement passe de plus en plus mal. A l'exception des responsables CGT — et encore pas de tous — l'ensemble des participants le condamna de la façon la plus nette considérant avec sympathie l'attitude de notre représentant qui, marquant notre souci de faire prévaloir sur toute autre considération la défense de l'emploi, se déclara prêt à accepter ce retrait de notre signature si son maintien devait nuire au succès de l'action. Depuis, l'écho nous a rapporté que l'incident a fait l'objet de commentaires dans les entreprises... et pas à l'avantage du PCF ni des responsables CGT qui lui ont emboîté le pas.

Correspondant

clermont

Démocratie ouvrière au tri postal !

Au tri postal-gare de Clermont règne une combativité rampante des travailleurs depuis l'introduction d'une nouvelle machine : la trieuse automatique. Cette mécanisation a paradoxalement aggravé les conditions de travail et entraîné l'accélération des cadences. En effet, au lieu de faire bénéficier les travailleurs des avantages de l'économie de temps et de travail que produit cette mécanisation l'administration entend opérer une centralisation progressive du tri du courrier « Auvergne » sur le tri postal de Clermont. Cette opération menace l'emploi des trieurs (avant tout des auxiliaires) du Puy-en-Velay, de Moulins et d'Aurillac et aggrave les conditions de travail à Clermont.

A trois reprises, des grèves tournantes en 4 jours en début de chaque mois (novembre-décembre-janvier) ont été menées à l'appel des syndicats et particulièrement à l'initiative d'une section CFDT dynamique.

La feuille « Drapeau Rouge » a depuis le début du mouvement constamment poussé à l'organisation régulière d'Assemblées des grévistes, avant, pendant, et après chaque mouvement pour décider de tout ce qui concerne l'action, à l'arrêt total et continu du tri pour couper court aux manœuvres de la direction destinées à briser la grève en détournant le courrier vers d'autres centres et pour empêcher

l'effilochage toujours possible du mouvement. Nos propositions ont rencontré un écho grandissant auprès des travailleurs et elles ne sont pas étrangères au durcissement des formes d'action : grève totale quoique limitée en début février, au lieu d'une grève tournante comme les dernières fois ; Assemblée Générale décidant par vote, le 26 janvier 72, de la forme et de la durée de la grève de février.

A l'inverse, notre feuille DR a déchaîné l'hystérie de responsables FO, CGT et de la cellule du PCF. Rien n'a manqué dans la furie anti-gauchiste : tract calomnieux (signé section CGT sans qu'il y ait eu de réunion de la section pour le rédiger !) nous accusant de tirer nos tracts sur les ronéos de la préfecture, chasse aux sorcières gauchistes et intimidations dans le tri, insultes et brutalités à l'égard des diffuseurs à deux reprises. Mais, plus grave, le Jeudi 20 janvier, à 20 h, après une agression des diffuseurs de Drapeau Rouge par des responsables CGT et FO, un élément intérieur au tri postal a jugé bon de faire appel aux flics qui surveillent à cette heure le transfert de fonds d'un fourgon postal. Ceux-ci nous ordonnèrent de quitter les lieux et devant notre refus téléphonèrent au car de ronde. Cette intervention de la police a soulevé l'indignation des travailleurs du tri.

Nous avons donc décidé d'écrire sur le champ une lettre ouverte adressée aux sections syndicales CGT, CFDT, FO pour leur demander de désavouer par écrit un tel recours à la police contre les militants révolutionnaires. Les sections CGT et FO vont-elles se solidariser avec cet indicateur et la police ? Affaire à suivre !

Correspondant

salpetrière

Meeting à l'hôpital de la Pitié

Vendredi 4 février s'est tenue la première réunion publique de la Ligue Communiste et des Groupes Taupe devant les travailleurs des hôpitaux, avec le camarade A. Krivine.

Cette réunion était le prolongement de toute une campagne des cellules Santé sur le thème : « Comment arriver au socialisme et quel socialisme ».

Devant une centaine de personnes, dont une cinquantaine de travailleurs, le camarade Alain Krivine a analysé la situation politique, les luttes ouvrières, expliquant comment nous intervenons dans ces luttes, en fonction de quelle stratégie de passage au socialisme.

Un débat a suivi, au cours duquel sont intervenus des militants d'autres organisations politiques, AJS et AMR, et des travailleurs hospitaliers. Les discussions ont porté surtout sur la construction du parti révolutionnaire, notre travail dans les syndicats, le mot d'ordre d'ouverture des livres de compte dont le camarade de l'AJS, empêtré dans le déballage du calendrier des conférences nationales auxquelles appelle son organisation, ne comprenait pas l'importance.

Un grand absent tout au long de ce débat sur le socialisme : le PCF.

Correspondant.

tours

Week-end de travail sur la Santé

L'intervention Santé de la Ligue Communiste se développe depuis quelques mois en direction des Centres de l'Enfance Inadaptée et des institutions psychiatriques. Nul n'ignore les ravages de la gabegie capitaliste dans ces milieux.

Les camarades de Tours ont organisé un week-end de travail les 5 et 6 février. A travers un meeting public axé sur les problèmes de la Santé, puis dans des Comités Rouges ouverts, d'intéressants débats se sont instaurés sur les thèmes suivants : modalités de l'intervention des révolutionnaires dans l'Enfance Inadaptée et mots d'ordre avancés, contradictions idéologiques et pratiques de la psychiatrie et problèmes des travailleurs dans les hôpitaux psychiatriques.

Des week-end de ce type regroupant des sympathisants et des militants de la Ligue venant de plusieurs régions sont à renouveler pour propager le combat que nous menons dans la Santé et affiner nos conceptions de la Santé dans le cadre du socialisme que nous voulons.

Correspondant.



photo GAMMA

indochine

échec au plan nixon

De plan de « paix » en plan de « paix », d'artifices en artifices diplomatiques, c'est à un colossal aveu de faiblesse que se livre aujourd'hui l'impérialisme US. Le sol fuit sous les pieds de Nixon. Une première fois le 19 juillet dernier la Maison Blanche tentait un coup de force diplomatique. Son but : précipiter un règlement du conflit indochinois qui aurait reproduit les Accords de Genève de 1954, privé de sa victoire le Front Révolutionnaire Indochinois, et assuré en Asie du Sud-Est la survie de régimes « neutralistes » en fait inféodés à l'impérialisme. Pékin devait jouer dans cette tentative le rôle de médiateur, faire pression sur la RDV qui elle-même demanderait à ses frères d'armes (GRP, GRUNK, Pathet Lao) de tempérer leurs assauts. C'était compter sans la détermination des révolutionnaires vietnamiens, sans le parti qu'ils ont tiré de la rivalité sino-soviétique. Après avoir donné crédit à l'offensive diplomatique de Nixon, après avoir contribué à briser l'impact international du Plan en 7 points présenté par le GRP le 1er juillet, Pékin devait au moins verbalement se mettre au diapason de la détermination des révolutionnaires indochinois. A trois semaines du voyage à Pékin de Nixon, Kissinger lui-même avoue avec morosité qu'il n'en sortira pas grand chose quant à l'Indochine.

LE PLAN NIXON : REEDITER 1954

Il n'est pas possible de comprendre le sens de la dernière opération diplomatique de la Maison Blanche, si l'on fait abstraction de la situation sur le terrain, en Indochine. Elle détermine le Plan Nixon qui en partie tente d'y répondre, mais en la masquant, en la taisant. Au Laos, les positions militaires des Etats-Unis et de leurs valets n'ont cessé de se dégrader. Le Pathet Lao n'est plus très loin de Vientiane, elle-même adossée à la Thaïlande. Mais pour le Pentagone le pire n'arrive pas au Laos, mais doit venir du Sud-Vietnam. Réaction de peur ? Mise en scène mystificatrice ? Il semble plutôt que l'Etat-major US parie sur le pire et n'ait d'autre souci que de l'éviter. Jamais les B 52 n'ont été depuis 1968 utilisés aussi massivement au Sud Vietnam. Des bombardements massifs contre le Nord-Vietnam se répètent depuis janvier. Les B 52 utilisent de nouvelles bombes à fragmentation. L'escalade dans la guerre aérienne de destruction est rodomontement menée par le Pentagone. Depuis la mutinerie de la base de Pace (octobre 71), les troupes US n'étaient plus utilisées massivement au sol. Aujourd'hui 7000 GI's sont en opération autour de Saïgon. Sur le terrain, l'aviation US peut éviter que Saïgon, Phnom Penh ou Vientiane ne soient enlevés par le Front Révolutionnaire Indochinois, elle ne peut infléchir en sens inverse l'évolution de la situation. La défaite militaire des troupes fantoches et US est irréversible.

Le fond du plan de paix de Nixon peut se résumer ainsi : dissocier le règlement militaire du règlement politique. Contraindre les forces révolutionnaires à déposer les armes alors que les troupes US s'en vont et que les troupes de Thieu sont encore bien armées. Contraindre les forces révolutionnaires à cesser la lutte contre le régime fantoche sous contrôle international, c'est-à-dire la pression des grandes puissances et notamment des pays socialistes. Aussi la notion d'arbitrage international n'occupe-t-elle pas une place innocente dans le « plan de paix » de Nixon. La Maison Blanche ne renonce pas à faire donner le consensus international, la Sainte Alliance de la contre-révolution que noue la coexistence pacifique, contre les peuples d'Indochine. Tout autant que sur la carte chinoise, Nixon compte sur la carte soviétique.

L'URSS dans la dernière période a multiplié son aide militaire à la RDV ? Adressons-nous à l'URSS. L'on connaît sa sagesse, sa modération; si elle arme la RDV, elle est d'autant plus qualifiée pour contribuer au retour de la paix « dans la dignité et le respect de chacun ». « La clé de la paix » est à Moscou, vient de déclarer Merlvn Laird. Moscou pourra-t-elle faire plus que Pékin ? Kissinger réussira-t-il à concilier les deux Etats ouvriers dans l'abandon de l'Indochine ? Ou

bien frappera-t-il à nouveau à une porte d'où l'on ne pourra que le renvoyer ailleurs ? Il est un fait certain : c'est que jamais la politique de coexistence pacifique n'a joué à ce point le rôle de vivier des subterfuges et des manœuvres de l'impérialisme US.

Nixon offre un « beau prétexte » pour suspendre les livraisons d'armes et de matériel divers à la lutte (médicaments, etc...) des révolutionnaires indochinois : la suspension des combats. L'aide US, elle, ne cesserait d'affluer à Saïgon directement ou indirectement grâce aux organisations internationales créées spécialement à cet effet (Banque Asiatique d'Aide et de Développement, Banque Mondiale, FMI, etc).

Bref, en échange du départ US : désarmer la révolution, cesser l'essor des luttes révolutionnaires dans tout le Sud-Est asiatique, geler la dynamique de transition vers le socialisme. Et dans un deuxième temps, répit aidant, essayer de mettre en place une formule néo-coloniale stable qui fait jusqu'ici cruellement défaut à la politique US en Asie du Sud-Est. Autrement dit rééditer 1954. Le scénario des événements qui à l'époque suivirent les Accords de Genève est instructif : le régime Diem fit plus, par la suite, que les armées françaises n'avaient fait auparavant pour endiguer la lutte révolutionnaire. La stabilisation du régime Diem par les Etats-Unis fut possible sous couvert des Accords de Genève même s'il apparut ouvertement en 1956 que les Etats-Unis les violaient délibérément. Mais qui s'en soucia ? Kroutchev n'alla-t-il pas jusqu'à proposer l'adhésion des deux Vietnam à l'ONU, donc la reconnaissance explicite du Sud Vietnam de Diem quelque temps après ? La Chine elle-même par la bouche de Chou-en-Laï fait aujourd'hui une critique de son comportement en 1954 (certes bien tempérée). Est-ce pour mieux recommencer à jouer les médiateurs entre Hanoi et Washington ? C'est-à-dire pour « modérer » la détermination des révolutionnaires vietnamiens ?

AVEC SES MENSONGES NIXON A MARQUE UN POINT

Depuis 1969, la volonté de Nixon de faire « oublier » la guerre est une constante de la politique US. Pour les présidentielles Nixon a promis lui-même qu'il ne serait plus question de l'Indochine. Mais toute initiative militaire en Indochine (Cambodge en avril 70, Laos en janvier-mars 71) d'ampleur s'étant révélée catastrophique pour les Etats-Unis, il ne reste guère que le recours à l'arène internationale pour faire valoir la politique US. Le voyage à Pékin joue un rôle privilégié dans l'édifice diplomatique de Nixon et de Kissinger. Le Plan en 8 Points à la veille de la visite de Nixon à Pékin visait à redonner à ce voyage une partie du crédit et des possibilités perdus depuis juillet 71.



communiqué du fsi

Tous dans la rue le 13 !

Tous aux journées des 20-21-22 février !

Huit mois avant les élections présidentielles aux Etats-Unis, quelques semaines avant ses voyages à Pékin et à Moscou, Nixon annonce un pseudo-plan de paix au Vietnam qui n'est ni juste ni crédible.

Par ces propositions, les Etats-Unis cherchent à garder le contrôle sur l'expression de la libre détermination du peuple vietnamien.

Or c'est justement pour obtenir son indépendance et le droit de s'organiser comme il l'entend que le peuple vietnamien se bat depuis plus de vingt ans contre les troupes américaines et leurs fantoches. Un seul exemple du peu de sérieux des propositions de Nixon est qu'il demande aujourd'hui le respect des Accords de Genève, que les Américains n'ont jamais acceptés ni respectés.

Derrière le rideau de ses initiatives diplomatiques et de ses voyages, Nixon prépare en fait l'opinion publique à la guerre totale !

Le FSI appelle à renforcer la solidarité plus que jamais nécessaire avec les peuples d'Indochine en lutte pour leur victoire définitive et à participer massivement à la manifestation du 13 février 1972 et aux journées d'action des 20, 21, 22 février 1972. Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine Vaincra !



Photo GAMMA-PIX

JOURNEES D'ACTION

DES 20-21-22 FEVRIER

TOUS AU MEETING

22 FEVRIER, 20h 30

A LA MUTUALITE

Disponible à la librairie Rouge

AFRIQUE en lutte



LIGUE COMMUNISTE
section française de la 3ème INTERNATIONALE

N°

Il est indiscutable que Nixon a marqué un point avec l'annonce de son plan. La presse bourgeoise dans son ensemble l'a applaudi et s'est fait l'écho des accusations US contre « l'intransigeance » nord vietnamienne. L'exemple le plus significatif de cette attitude a été fourni par *Le Monde* dont les correspondants ne peuvent être accusés de nourrir des sympathies particulières pour l'impérialisme US. *Le Monde* du 27 janvier titre « Hanoi rejette un nouveau plan de paix de M. Nixon » accréditant ainsi l'idée d'un Nixon déployant de multiples efforts pour parvenir à la paix. L'éditorial du même numéro s'ouvre ainsi : « Lassé de négociations publiques stériles et de tractations clandestines sans issue, le président Nixon s'est décidé à prendre à témoin de sa bonne foi ses compatriotes et l'opinion internationale ». L'éditorial se conclut par des propos non moins catégoriques : « Il y a des limites à tout (aux exigences de la RDV) et ces limites sont parfois plus astreignantes pour une grande puissance que pour une petite nation, si valeureuse soit-elle ». De tels propos sont révélateurs. Non seulement on y affirme « les petits doivent céder devant les grands », ce qui n'est jamais que l'apologie des rapports de forces et de violence, mais on fait vertu aux grands de leur politique de force. Comble de moralisme bourgeois !

Personne ne releva le caractère mensonger et contradictoire des propos de Nixon. Selon le Président deux voies s'offraient à lui : la négociation ou la vietnamisation. Il s'engagea dans la vietnamisation car personne ne voulait négocier avec lui (mais à quoi servait la conférence de Paris ?). La vietnamisation est un succès, c'est pour cela qu'il négocie. En fait, Nixon négocie parce que la vietnamisation est un cul de sac, et que la politique US s'enlise en Indochine aux côtés des Thieu, des Lon Nol, des Souvana Phouma. Personne ne révéla non plus l'odieuse chantage contenu dans le discours de Nixon : « Si l'ennemi répond à notre offre de paix en intensifiant ses attaques, je prendrai toutes mes responsabilités en qualité de commandant en chef de nos forces armées pour protéger nos troupes restantes ». Intervenant au moment même où les forces révolutionnaires indochinoises étaient en pleine offensive, cela signifiait « Ou vous cessez votre offensive, ou nous utiliserons tous nos moyens de guerre (y compris armes nucléaires tactiques) pour vous casser ». Le chantage était de taille, il ne fut pas relevé. Personne ne dit que le meilleur moyen de protéger les GI's, c'est de les rapatrier immédiatement, sans conditions.

Le bonheur de Nixon fut de rompre la diplomatie secrète. Ainsi il apparaissait comme « sincère » à l'opinion internationale, « cartes sur table » écrivait *le Monde*. Nixon « jouait franc jeu ». La comédie diplomatique emporta le premier mouvement de sympathie et pourtant Nixon lui-même était à l'origine des contacts secrets

qu'il révélait.

Le succès de Nixon reposait donc sur une nouvelle fourberie. Mais il ne servait à rien de le déplorer. Il ne fallait pas comme le fit Pékin lui en donner l'occasion. Reste que ce succès fut de courte durée.

FACE A LA DETERMINATION DES FORCES REVOLUTIONNAIRES: NIXON-LE-MUFLE A PERDU !

L'impérialisme US depuis des années se brise les dents sur la détermination à vaincre des peuples indochinois. Présenter cette détermination comme un fanatisme, tel est l'objectif de la Maison Blanche. Mais que la détermination demeure et le plan de l'impérialisme s'effondre. L'attitude de la RDV peut paraître « rigide ».

Mais c'est cette rigidité qui fait réfléchir sur le Plan Nixon et en montre les incohérences. Nixon n'a pas la force militaire pour imposer aux peuples d'Indochine le compromis de type 1954 qu'il désire. En a-t-il la force politique ? Du moins le cherche-t-il par personne interposée. C'est une position de faiblesse. Même sur le plan diplomatique, Nixon retarde ; son plan retarde de 6 mois sur celui du GRP. Au total la diplomatie secrète a joué contre la RDV mais ce n'est qu'un élément secondaire, car la politique diplomatique du GRP et de la RDV, à l'inverse de la politique diplomatique US, n'est pas suspendue à la diplomatie secrète. Nixon se pare d'une vertu que ses adversaires pratiquent depuis fort longtemps. Son astuce n'est pas si grande qu'elle ne se nourrisse d'erreurs : par exemple que Thieu a été réélu en octobre dans des « circonstances douteuses ». Cependant le porte-parole de la Maison Blanche présentait ces élections comme un modèle de démocratie. La contradiction ne semble pas gêner Nixon. La Maison Blanche s'installerait-elle dans la contradiction ?

A peine le plan Nixon rendu public, la RDV et le GRP centraient leurs attaques sur la question du régime Thieu. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Toute la politique US en Asie depuis 1968 notamment repose sur le renforcement des régimes fantoches du type Thieu à Saïgon. Pour parvenir à cette fin les Etats-Unis ont consenti d'énormes dépenses. La militarisation des régimes à Phnom-Penh aussi bien qu'à Bangkok est le pivot de la politique d'asiatisation complètement indispensable de la vietnamisation. S'attaquer au régime Thieu c'est frapper au cœur du système néo-colonial US, c'est mettre en lambeaux la Doctrine Nixon. D'où l'attitude de soutien déterminé de la Maison

Blanche à Thieu lors des élections du 3 octobre 1971. Aujourd'hui la Maison Blanche est prête à sacrifier Thieu (pour un temps) pour mieux sauver le système de répression militaro-policière saïgonnais. Le GRP exige non seulement le départ de Thieu, il exige le démantèlement de l'Etat Armée fantoche. C'est un point capital. C'est la condition d'un règlement politique en faveur des forces révolutionnaires. Si Nixon ne se résout pas à abandonner le régime Thieu (il n'en n'est pas question dans le soi-disant Plan de Paix de Nixon) le GRP détruira le régime Thieu. « L'impérialisme ne cède que lorsqu'il y est contraint », ont déclaré les révolutionnaires vietnamiens au lendemain de l'annonce du voyage à Pékin. Leur « rigidité » n'est rien d'autre que la claire compréhension des intérêts de la lutte révolutionnaire. Et cette « rigidité » déplorée par *le Monde* du 27 janvier finit par convaincre même la presse libérale puisque *le Monde* du 5 février dans son éditorial explique que le GRP en acceptant le Plan Nixon sans avoir de garantie sur l'arrêt de la politique de vietnamisation s'exposerait à une grande répression. Explications pertinentes mais qui infirment les déclarations pro-Nixon du 27 janvier. La « rigidité » révolutionnaire, la fermeté des directions vietnamiennes l'emportent. Le nouveau coup de force diplomatique de Nixon, à peine tenté, se met à battre de l'aile.

L'IMPORTANCE DU SOUTIEN INTERNATIONAL

Reste que la position des révolutionnaires indochinois, pour exemplaire, est de plus en plus difficile. Ce que tente Nixon c'est d'isoler internationalement les directions révolutionnaires indochinoises, voire de les cliver. Kissinger s'est vanté de finir par jouer Hanoi contre le GRP, et l'attitude de l'URSS vis à vis de Sihanouk a commencé d'introduire des éléments de différenciation dans le Front Révolutionnaire Indochinois. La question de l'unité de combat du Front Révolutionnaire Indochinois est donc capitale. Ce que Kissinger tente c'est de la désintégrer en jouant des pressions de l'URSS et de la Chine. Le 7 février la Maison Blanche s'est engagée à réduire son soutien à Thieu si l'URSS en faisait autant vis à vis de la RDV. La scène internationale va connaître de multiples propositions US de ce genre. Il est non moins clair que les directions bureaucratiques se feront de plus en plus l'écho des tentatives US. Les directions révolutionnaires indochinoises sont donc plus que jamais menacées d'isolement. Dans ce contexte notre devoir internationaliste devient capital. Dans la défense de la Révolution Indochinoise à l'échelon international, nos responsabilités sont plus grandes que jamais. Sachons nous en acquitter.

Camille PAULET le 8/2/72

education nationale

cfpm :

L'objectif des journées nationales de grève fin février se dégage

De semaine en semaine, de jour en jour, les Assemblées Générales de facultés s'enflent. Les étudiants répondent au travail de préparation fait dans les travaux dirigés et dans les départements, par une participation active à la lutte contre les CFPM (1), et d'une façon générale contre la sélection et la rentabilisation capitaliste de l'université.

Mardi 9 février à Nanterre, une Assemblée Générale de 800 à 900 étudiants lançait la grève votée la semaine précédente dans les TD. Cette Assemblée Générale marquait une rupture avec les AG plébiscitaires qu'a connues le mouvement étudiant nanterrois. Elle a débuté par un rapport sur les CFPM et des propositions pour engager la lutte. Une importante discussion s'est déroulée sur les mots d'ordre ; ceux qui suivent ont été adoptés :

- contre les CFPM.
- contre les concours de recrutement (CAPES, Agrégation).
- pour la titularisation de tous les auxiliaires avec complément de formation.
- pour la solidarité avec les vacataires grévistes de la faim.

L'Assemblée Générale nanterroise s'est ensuite prononcée sur l'élection des membres du comité de grève, révocables par l'AG des grévistes réunie toutes les 48 h.

L'AG s'est en outre prononcée pour une manifestation vers la fin février, qui fournira un relais pour le lancement d'un mouvement de grève national. Il importe de s'appuyer sur les facultés qui sont à l'avant-garde de la lutte contre les CFPM pour développer et coordonner ce mouvement de grève national.

Nous nous ferons l'écho des propositions de dates tant pour une manifestation de rue que pour la grève, qui seront faites à la coordination des facultés parisiennes du jeudi 10 février. Déjà en province, des facultés se prononcent pour la grève (elle doit être lancée à Nice le 15 février). La lutte qui s'engage peut revêtir une ampleur nationale.

COMITES DE DEPARTEMENT ET FEDERATION NATIONALE

Pour certains camarades, il fallait dissoudre les comités de département puisque la grève s'organisait dans le cadre des comités de grève. Nous croyons cette idée dangereuse. La grève de médecine nous a montré que pour être efficace, le mouvement doit s'appuyer sur des comités d'amphi (médecine) ou des comités de départements (Lettres, Sciences). En effet, s'il n'y a aucun relais entre le comité de grève et l'Assemblée Générale des grévistes, le mouvement perd rapidement son caractère militant, les grévistes se déchargeant de leurs responsabilités sur le comité de grève.

Les comités de départements doivent être les éléments moteurs de la mobilisation dans les TD, ils doivent animer la grève au niveau de l'ensemble des étudiants, lancer des discussions politiques sur les perspectives du mouvement, préparer les Assemblées Générales et les manifestations, populariser dans les autres facultés la lutte engagée.

Ces comités ne sont en aucun cas l'expression de telle ou telle force politique ; ils regroupent les étudiants les plus conscients et se chargent de convaincre les indécis de poursuivre l'action dans le cadre des décisions de l'Assemblée Générale.

Mais ces comités sont locaux, n'ont pas de permanence et surtout pas de plateforme précise. Nous pensons, nous militants de la Ligue, qu'ils doivent adopter une plateforme, qu'ils devront se coordonner

ner dans une fédération nationale.

Parce que cette fédération nationale des comités de lutte (de départements ou d'amphis) est le seul moyen de construire un mouvement étudiant national débarrassé des affres du localisme et du cadre sclérosant des deux UNEF. Cette fédération nationale se fera par la coordination des Comités de Lutte sur une plateforme de lutte, opposant une riposte cohérente à la politique de rentabilisation, de sélection et de normalisation à l'université.

Pierre RODOLPHE

(1) Centres de Formation Professionnelle des Maîtres.

halle aux vins

Cette motion de la coordination du 4 février est un premier engagement du mouvement étudiant parisien pour la préparation des journées nationales de grève de la fin février. Nous appelons toutes les facultés de province à prendre des décisions dans ce sens.

Motion

« L'AG des étudiants de la Halle aux Vins s'oppose au projet des CFPM qui, en réservant l'accès au CAPES à une minorité recrutée sur concours, condamne l'écrasante majorité des étudiants à l'auxiliaire à vie ou au chômage.

L'AG des étudiants s'oppose au système des concours de recrutement qui permet au pouvoir de limiter le nombre des postes titulaires.

En coordonnant son combat avec celui des étudiants de toutes les facultés, l'AG décide d'engager la lutte :

- contre les CFPM,
- contre les concours de recrutement (CAPES, Agrég.)
- pour la titularisation de tous les auxiliaires,
- pour la solidarité avec les vacataires grévistes de la faim,
- pour l'allocation d'études pour tous (avec impôt sur le capital).

Elle se prononce :

- pour un meeting central Vendredi 11 février préparé par une coordination élue par les AG de fac, réunie Jeudi 10 février.
- pour une manifestation le mardi 15 février,
- pour la perspective d'un mouvement national de grève,
- pour que 8 délégués révocables élus par les AG de facs constituent la coordination parisienne de jeudi,
- pour une journée d'explication à la population sur le thème : « Hiérarchie, sélection, chômage : nous sommes tous concernés ».

S'adresse à l'ensemble des organisations politiques et syndicales étudiantes, aux syndicats enseignants (SNI, SNES, SNESup, FEN) pour qu'elles s'associent à la mobilisation de tous les étudiants et enseignants pour le retrait du projet des CFPM.

Voté à l'unanimité, moins 2 abstentions et 1 NNPV.

paris 7

La lutte continue

Fin 71, le personnel de la fac fait cinq semaines de grève sur les axes suivants : problème du statut et de la garantie d'emploi ; pas de salaire en dessous de 1000 F. La direction de Paris VII a essayé de revenir sur le contenu du protocole mais s'est heurtée à la combativité du personnel qui a repris la grève depuis plus d'une semaine. La direction durcit ses positions : les jours de grève ne seront pas payés, le protocole sera remis en cause. Arguments pour briser la grève : répercussion sur les usagers de la fac, chantage à la fermeture, impossibilité de mieux répartir le budget qui est imposé.

Mais les grévistes n'ont pas à entrer dans cette logique-là : Alliot et consorts, qui ont pris la responsabilité de bien gérer l'université au profit de la classe dominante, doivent maintenant en assumer les contradictions.

Face à cette offensive, les autres tenants de la participation (UNEF, CGT, SNESup) « soutiennent les justes revendications du personnel » mais s'abstiennent sur la motion du comité de grève au Conseil d'Université !

Second pavé dans la vitrine de Paris VII-libérale : le scandale des sociétés de négriers qui assuraient le nettoyage de la fac. Grâce à la grève des services administratifs, à la campagne d'information auprès des enseignants et des étudiants, la victoire a été remportée. Le Conseil a accepté de résilier le contrat avec les sociétés et d'embaucher directement les travailleurs immigrés.

Correspondant

la drogue le pouvoir et les révolutionnaires



la seringue entre les dents

Envoi franco : 2F 50

les cercles rouges LYCEENS

contre l'ordre moral



Envoi franco : 1F50

reims

Les lycéens en lutte contre la répression sexuelle

A Reims, le jeudi 27 janvier, à l'appel des Comités Rouges et de la Ligue Communiste, un meeting a réuni 120 personnes à la faculté de Droit sur le thème : « Les révolutionnaires face à la répression sexuelle ».

La salle était composée pour plus de la moitié de lycéens sensibilisés par « l'affaire » de l'accouchement clandestin au lycée Jean Jaurès.

Le meeting a permis d'insister sur la nécessité d'imposer l'information sexuelle dans le lycée et la consultation d'un médecin du Planning, d'exiger des réponses sur la sexualité à la visite médicale scolaire et enfin de lier le combat pour le maintien des filles enceintes au lycée sans discrimination, contre les CET spéciaux, à la lutte pour une éducation égale pour tous et toutes sans discrimination de sexe.

Correspondant

Envoi franco : 1F 70



1f.

le raincy

Pas de propagande des trusts dans les lycées !

Des représentants de la Banque Nationale de Paris au lycée ! Ça se passe à Raincy, le 8 février, où ces messieurs sont venus avec un car, diffuser à l'intérieur du lycée de la littérature subversive : « Vous avez 18 ans, vous pouvez ouvrir un compte à la BNP » : « Suis-je sûr de ne pas avoir besoin d'un compte-chèques BNP ? » etc...

Les lycéens ont illico déchiré ces papiers. L'administration prétendit qu'elle n'avait pas été mise au courant de la venue de ces « conférenciers ». La bonne blague ! Ces tournées sont organisées sur la base d'un contrat entre le rectorat et les banques privées.

Le surlendemain, un tract unitaire à l'initiative des militants de la Ligue appelle les lycéens à s'opposer à toute nouvelle tentative des agents intoxicateurs de la bourgeoisie. HR, les CIC et des maos sont d'accord, l'AJS et l'UEC s'abstiennent.

Mais les agents de la bourgeoisie sont prévenus !

A bas la propagande des trusts dans les lycées !

Non à l'intox de la bourgeoisie !

Correspondant

sni

Agent recruteur ?

RECRUTEMENT NATIONAL

Devenez fonctionnaire de la Police Nationale

ds les services actifs ou administratifs. Postes bien payés, de grand prestige (17 à 40 ans). Demandez guide officiel gratuit n° 24 377 C, ECOLE AU FOYER, 39, rue Henri-Barbusse, Paris-5^e. VOUS ETES SUR D'AVOIR UN EMPLOI.

(Paru dans « L'École Libératrice », organe du Syndicat National des Instituteurs, du 4/2/72)

gonesse

Un de plus !

Claude Courchay, prof de lettres au lycée de Gonesse, vient d'être suspendu. Motif : fautes professionnelles. Ce qui est bizarre, c'est qu'aucun inspecteur, seul habilité à permettre une telle mesure, ne lui a rendu visite. Voilà donc un travailleur licencié qui ignore les fautes professionnelles qu'on lui impute. Admirez au passage la méthode employée. Claude Courchay était en congé de maladie quand on l'a vidé, quant aux instances légales prévues pour juger des fautes professionnelles, elles n'ont pas encore été réunies et on ignore quand elles le seront. Jusqu'où ira l'arbitraire ?

Correspondant

tchéco-slovaquie husak frappe l'opposition de gauche



Les principaux dirigeants de l'Etat et du Parti de 1968, Smrkovsky, Kriegel, Dubcek, ont été éliminés. Mais pour les normalisateurs le principal ennemi n'est pas là. Que le premier procès politique ait été celui de nos camarades du PRST en est la preuve. Le deuxième acte de cette campagne est ouvert depuis quelques mois : Husak frappe à gauche ; à aucun des militants communistes arrêtés ces derniers temps il n'est reproché d'avoir voulu « restaurer le capitalisme ». La bureaucratie ne peut pousser l'hypocrisie jusqu'à ce point !

DE 1952 A 1972

Les ingrédients d'un « bon » procès, dans le plus pur style des sombres années du stalinisme triomphant, sont réunis. Même campagne hystérique qu'il y a vingt ans ; mais aussi mêmes noms sur le banc des accusés. En 1952, Slansky et Sling avaient été pendus, ainsi que neuf autres

condamnés, dans le procès du « centre de conspiration contre l'Etat ». En janvier 1972, leurs fils sont arrêtés et accusés d'un complot semblable. Slansky-fils fut en 1968 un militant actif dans la dénonciation des responsables de la terreur des années cinquante. Il écrivit des articles sur l'instauration de la démocratie socialiste et les conseils ouvriers. Lors du procès de Petr Uhl et de ses camarades, il organisa avec son ami Sling, des manifestations de protestation, usant à chaque occasion du droit de pétition prévu par la constitution.

FRAPPER L'OPPOSITION DE GAUCHE

La charrette qui emporta Slansky et Sling-fils contient les intellectuels du printemps de Prague qui sont allés le plus loin dans la lutte contre le système stalinien et pour la démocratie socialiste. Ainsi le philosophe marxiste Karel Kosik (« La

dialectique du concret » — Ed. Maspero), déjà militant communiste avant la guerre, un des premiers à s'attaquer à la dénaturation stalinienne du marxisme dans « La revue philosophique » et à la politique de Novotny dans l'organe de l'Union des écrivains. Il fut élu au CC du PCT au 14ème Congrès clandestin d'août 1968 ; il préconisait la création de conseils ouvriers, publiquement, dans des réunions au sein des usines. Il fut éliminé du parti pour déviationnisme de gauche.

Les autres militants arrêtés ont participé aux mêmes combats : l'équipe du journal de l'opposition de gauche « Reporter », interdit en 1969. Ce journal avait publié des textes d'Isaac Deutscher et la première partie d'une biographie de Trotsky. Tous sont accusés de propagande hostile au régime (journaux clandestins), en particulier lors des élections de novembre. Or la résistance aux élections ne fut pas l'affaire de quelques individus : malgré les pressions exercées (individus faisant du porte à porte pour

forcer à voter), plus de 20 % de la population de Prague se sont abstenus. Le but d'Husak est de briser cette opposition massive par un procès exemplaire.

ILS SE TAISENT

Alors que les geôles se remplissent à Prague, c'est toujours le silence total du côté du PCF qui pourtant avait promis de condamner toute réédition des procès. Il justifie son attitude par la non-ingérence dans les affaires d'un parti frère. Cette hypocrisie est celle de tous les PC occidentaux, déchirés entre le visage de démocrates bon teint qu'ils veulent conserver et leur lien indéfectible avec la bureaucratie stalinienne. Leur silence ne pourra que renforcer leur crise. La belle époque de la toute puissance stalinienne est révolue : les accusés d'aujourd'hui ne capituleront pas et se transformeront en accusateurs. Les révolutionnaires feront entendre leur voix par-delà les frontières et les verrous.

D. RICHARD

complot trotskyste ... aussi en yougoslavie

« Borba » (journal de la Ligue des Communistes yougoslaves) : « Les organes de sécurité de Belgrade ont arrêté hier M. Nikolic et P. Imsirovic, étudiants de Belgrade pour s'être organisés contre le peuple et l'Etat et propagande ennemie (Art. 118). A l'origine de cette arrestation, il y eut la distribution de tracts et de divers matériels de contenu hostile à l'Etat (...) Le groupe était lié à certains groupes et organisations à l'étranger » (8/1/72).

On cherche vainement trace des tracts incriminés. Les accusations sentent le « mauvais » procès stalinien. Les rouages ne sont pas aussi bien huilés que chez le grand frère. C'est encore Branko Pridicevic (1) qui, dans une réunion de la Ligue des Communistes de l'université de Belgrade, se fera le porte-parole embarrassé de la bureaucratie.

Pourquoi donc s'acharner contre l'extrême gauche ? Le danger viendrait-il de là ? L'orateur répond « que les communistes de la LC de l'université n'ont jamais pensé ainsi et que le danger réel vient de droite ». Mais alors pourquoi cette action de la LC ? « Parce que cet extrémisme de gauche était souvent le mieux organisé, le plus agressif ; parce qu'il se servait de slogans très proches des slogans officiels et parce que l'extrême-gauche faisait semblant d'être en faveur de l'application plus stricte des décisions prises par la LC »...

Hormis un jugement bien subjectif (« faisait semblant »...), on ne voit là que compliments pour l'action d'honnêtes militants communistes !

L'essentiel est donc ailleurs ? « Avec son aventurisme et ses actes irresponsables, l'extrémisme de gauche a souvent ouvert la voie à l'extrémisme de droite et aux différentes formes de restauration conservatrices »...

On croirait entendre le PCF ! Plusieurs personnes dans la salle s'étonnent. Nulle collusion précise, directe ou indirecte n'a été révélée liant les étudiants arrêtés ou leur prétendu groupe et les forces réactionnaires récemment dénoncées en Croatie. Alors ? Quelqu'un s'étonne d'ailleurs qu'on « rappelle à l'ordre » (sic !) « les membres du mouvement trotskyste, organisés dans les cellules clandestines, alors qu'il n'y a pas longtemps, le Centre Culturel Etudiant a invité, tout à fait légalement, Ernest Mandel, un des dirigeants de la IVème Internationale ».

Et la réponse : « Chacun est libre de ses opinions, de croire plutôt à Trotsky qu'à Lénine, à Proudhon qu'à Marx. Dans un pays démocratique, personne ne peut être persécuté pour des raisons de divergences théoriques, mais il doit être poursuivi à cause de ses activités illégales, à cause de l'organisation d'un parti clandestin » qui s'éclaire par la conclusion : « Notre but est le désencombrement idéologique, le règlement de compte avec les idéologies étrangères et non point avec les personnes ».

Les arguments formels ne cachent donc même pas les objectifs poursuivis : il s'agit bien de régler son compte à une « idéologie ». Mais alors pourquoi arrêter des personnes et ne pas nous faire connaître leur « idéologie » ? Qu'est-ce qui a donc changé Pridicevic ? Ne serait-ce pas le fait que ces « idéologies » sont de moins en moins « étrangères ». Et à l'heure où les capitaux — bien étrangers, eux, mais que tu ne sembles pas craindre —

exploitent un million de travailleurs yougoslaves émigrés ou s'efforcent de remettre en cause l'autogestion que tu défends, ce qui a changé, ne serait-ce pas une situation sociale qui risque de donner la force de mots d'ordres aux divergences « théoriques » qu'hier tu tolérais ?

le 9.2.72
C.V.

Secrétaire de la LCY à l'université. Nous indiquions déjà dans Rouge No 141 ces appels à la répression du 28.12.71

corée du sud

SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES COREÉNS !

Le régime sanglant de Park ChungHee s'acharne sur les militants progressistes coréens. Seo Sung et Chung Shik II viennent d'être condamnés à mort sous l'inculpation d'espionnage au profit du Nord. Le régime de Park veut faire croire que l'opposition au Sud, que les mouvements de masse qui se développent, sont organisés par la Corée du Nord. Par ailleurs, le voyage de Nixon à Pékin place ses alliés fantoches en Asie dans une situation inconfortable. Le gang militariste au pouvoir à Séoul essaie de s'en sortir par la loi martiale, la torture des prisonniers politiques et les condamnations à mort.

Au Japon, où existe une minorité coréenne et des organisations d'étudiants coréens de gauche, les militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section japonaise de la IVème Internationale) ont lancé une campagne pour sauver Seo Sung, Chung Shik II et tous les autres condamnés. Il importe que la dénonciation de la clique fasciste de Park Chung Hee soit faite à l'échelle internationale.

maroc : nouveau procès de marrakech

Le 21 mars s'ouvrira à Marrakech le procès de 33 militants révolutionnaires marocains. Ils sont accusés de « reconstitution de ligue dissoute » (le Parti de la Libération et du Socialisme, ex-PC marocain), de « distribution de tracts subversifs » et « d'activités troublant l'ordre public ». D'accusés, ces militants, aujourd'hui en liberté provisoire après avoir été torturés, ont décidé de se transformer en accusateurs, de faire de leur procès une tribune politique. Ils nieront la reconstitution de ligue dissoute du PLS, en critiquant la ligne stalinienne et réformiste de ce parti, ils reconnaîtront la distribution de tracts mais en dénonçant la répression du régime. Ce procès acquiert une importance capitale alors que « l'Union Nationale », regroupant les partis traditionnels de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, l'Istiqlal et l'UNFP, rampent devant Hassan en acceptant d'être le mastic qui colmateront les fissures du pouvoir. Ce dernier est fortement ébranlé depuis la tuerie de Skirat en juillet 70, où fut scellé l'éclatement de l'armée, traditionnel garant de l'ordre. Hassan hésite entre les replâtrages réformistes et la répression ; le procès de mars, l'arrestation d'Abraham Serfaty, du responsable de la revue « Souffles » et de dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants Marocains, prouve que la seconde voie sera la sienne.

J.K.

argentine

Rouge publie ci-dessous, avec quelques documents photographiques tirés de la grande presse argentine, un article qui vient de nous être envoyé de Buenos Aires par le journaliste progressiste José Ricardo Eliashev. Cet article relate la dernière opération de très grande envergure de l'ERP, l'organisation de masse militaire fondée par le PRT, section argentine de la IVème Internationale. A la suite de la création de l'ERP, sur une première période d'environ sept mois, le PRT a concentré tous ses efforts à des activités militaires et de consolidation de l'organisation, ce qui lui a permis d'affirmer son sigle, son programme en faisant la démonstration pratique que l'organisation était dans les faits et non en parole en faveur de la lutte armée. Dans les mois qui ont suivi cette première phase, le PRT s'est posé le problème de la capitalisation organisationnelle de l'autorité politique acquise dans la lutte. Cela a conduit l'organisation à se poser de nouveaux problèmes parmi lesquels, au cours de la période la plus récente, la question d'une orientation précise au sein du mouvement syndical et d'une tactique adaptée à une possible concrétisation de l'ouverture électorale entreprise par la dictature militaire argentine dans le cadre du Grand Accord National (GAN). Sur toutes ces questions, Rouge reviendra dans des articles de fond. En publiant cet article aujourd'hui, nous entendons seulement saluer comme il se doit le combat de nos camarades qui mènent avec acharnement les tâches de construction d'une direction révolutionnaire prolétarienne en Argentine.

le coup le plus audacieux de la guerilla

Dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 janvier, deux commandos de l'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP - Armée Révolutionnaire du Peuple) ont réalisé l'opération la plus audacieuse, la plus importante et la plus spectaculaire de la guerilla argentine. Après d'être rendus maîtres de l'immeuble de la « Banque Nationale de Développement » (BND), ils se sont emparés de 402 millions de pesos argentins, l'équivalent de 418 000 dollars US.

L'opération réalisée par les guerilleros de l'ERP confirme que cette organisation marxiste-léniniste créée par le Partido Revolucionario de los Trabajadores (Parti Révolutionnaire des Travailleurs) en juillet 70 est actuellement la plus puissante et la plus efficace des organisations qui mènent la lutte armée en Argentine.

Comme il était prévisible, la sensationnelle action réalisée par l'ERP a profondément touché l'opinion publique. Pas seulement parce que tous les records des expropriations antérieures ont été battus, que l'opération a été d'une magistrale précision et que toute violence non nécessaire a été évitée ; mais parce qu'au cours de cette action a été mise en pratique une ligne politique et idéologique originale qui distingue clairement l'ERP des autres organisations menant la lutte armée.

L'attaque de la « Banque Nationale de Développement » (BND) a nécessité de la part de l'ERP un déploiement d'effectifs militaires véritablement impressionnant : ce ne sont pas moins de 15 combattants qui se rendirent maîtres de l'immeuble et réalisèrent l'action, et l'on peut supposer qu'un nombre équivalent de combattants occupaient à l'extérieur des positions-clefs, couvrant leurs camarades.

Cette banque est située au cœur du quartier des affaires de Buenos Aires, dans une zone où est regroupée la majorité des organismes de crédit, maisons de change et sièges sociaux des grandes sociétés étrangères, à 125 mètres du Palais du Gouvernement et à pas plus de 80 mètres du quartier général du « Service d'Information de l'Etat » (SIDE), tout puissant organisme d'espionnage et de répression politique.

La « Banque Nationale de Développement » fut créée il n'y a pas si longtemps, à partir de l'ancienne « Banque Industrielle ». Sa tâche était d'épauler par le biais du crédit l'industrie nationale mise en difficulté par le processus de monopolisation et de remise entre les mains de l'étranger de l'économie argentine au cours de ces dernières années.

En annonçant la réalisation de l'action, l'ERP souligna qu'avaient également été expropriés d'importants documents confidentiels compromettant sérieusement les autorités de la banque et les hautes instances économiques du régime du général Alejandro Lanusse.

Le texte du premier communiqué des guerilleros publié à la suite de l'opération dit textuellement :

« Les commandos Luis Pujals et Segundo Gomez se sont rendus maîtres au cours de la nuit du 30 janvier du siège de la « Banque Nationale de Développement » (ex-Banque Industrielle) expropriant pour la cause du peuple une grande somme d'argent et des documents qui prouvent les fraudes scandaleuses que des secteurs de la grande bourgeoisie ont commises au dépens du pays.

Au cours des prochaines heures nous révélerons la somme d'argent expropriée et nous dévoilerons les trafics réalisés sur le dos du peuple.

Dès à présent nous nous engageons à ce que le butin soit rendu à notre cher peuple. Il sera utilisé à poursuivre le développement de la guerre révolutionnaire.

Con el ejemplo del Che,

A vencer o morir por la Argentina

Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP) »

Segundo Telesforo Gomez était un combattant de l'ERP. Il fut assassiné par la police le 12 janvier dernier au cours d'un affrontement qui s'est déroulé à Rosario, à 300 km. au nord de Buenos Aires. Quelques heures avant de mourir, Gomez fut capturé par la police qui tenta de le faire parler par la violence et voulut se faire conduire à quelque planque de son organisation. La police descendit à bout portant Gomez — à l'intérieur d'une voiture de police.

Luis Enrique Pujals fut enlevé le 17 septembre 1971 par des éléments de la police qui étaient parvenus à

découvrir une base opérationnelle de l'ERP. Il ne s'y trompèrent pas : Pujals était responsable militaire de l'ERP à Buenos Aires et membre du Comité Central du PRT, un des hommes les plus aimés et respectés au sein de l'organisation révolutionnaire. On n'a jamais plus rien su de lui : il fut sauvagement torturé et ensuite exécuté par la police du général Lanusse.

L'ERP rendit hommage à ces camarades en donnant à ces commandos le nom de ceux qui sont morts au combat.

L'attaque de la « Banque Nationale de Développement » a d'autre part une importance tout à fait significative, outre les 402 millions de pesos expropriés. Il ne s'agissait pas d'une action typiquement « militaire » en ce sens que l'opération n'était pas articulée autour d'une action de violence pure, mais que son objectif était fondamentalement politique.

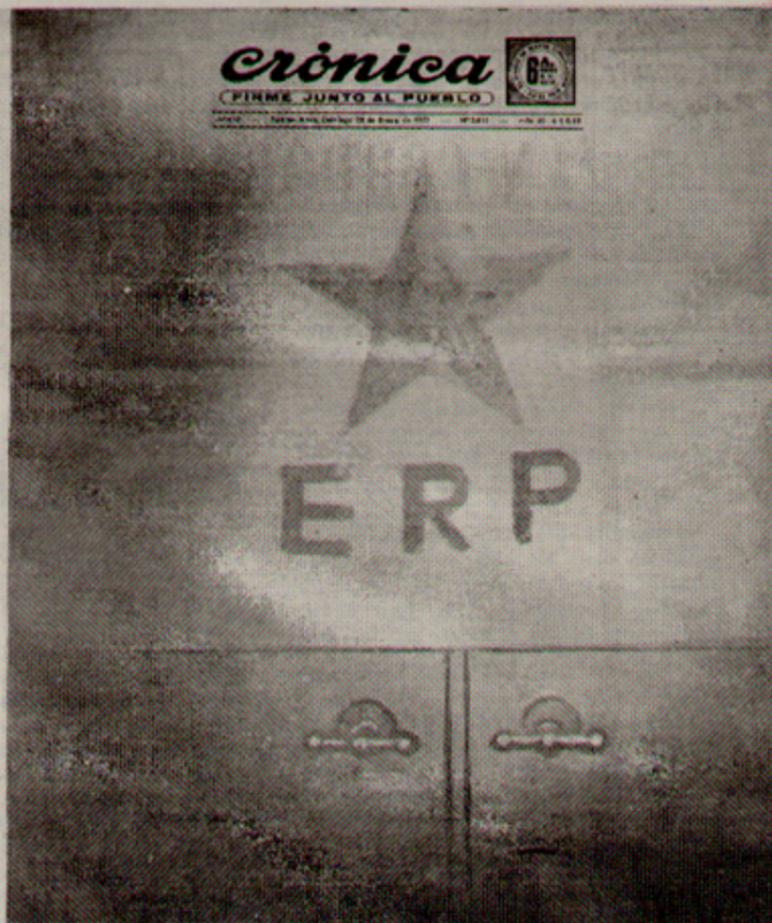
En effet, l'attaque fut rendue possible parce que deux travailleurs de la « Banque Nationale de Développement » appartenant à l'ERP facilitèrent de l'intérieur la réalisation de l'action, entrant par la suite dans la clandestinité. Il faut souligner que ces deux guerilleros n'étaient pas des « cols blancs » mais qu'ils avaient un travail peu qualifié au sein de l'entreprise. Le fait que ce soit leur conviction politique qui les ait amenés à rendre possible l'attaque, dévoilant ainsi leur appartenance à l'ERP, est considéré comme un triomphe politique de cette organisation qui se caractérise plutôt comme « politico-militaire » que comme purement guerillera.

L'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP) est l'unique organisation de guerilla qui combine étroitement ses activités avec celles du parti qui l'a créée, le PRT. L'idée centrale à partir de laquelle se développe sa stratégie est celle de la guerre populaire de longue durée, conception qui élimine tout « foquisme » militariste et fonde l'efficacité de son action dans l'adoption par les masses elles-mêmes de la perspective d'affrontement armé avec l'ennemi.

Dans les annales de l'ERP, il s'agit de la seconde expropriation de grande envergure réalisée par ses combattants : le 12 février 1971, ils attaquaient un camion blindé de la « Banque de la Province de Cordoba » sur une route de la province du même nom, à 800 km. au nord de Buenos Aires. Les guerilleros s'emparèrent à cette occasion de 121 millions de pesos qui équivalaient à ce moment-là à 300 000 dollars US.

Rien ne permet de penser que les activités de l'ERP doivent décroître dans un futur immédiat. Tandis que la police affirme que l'organisation est en train d'agoniser, ce même jour du 30 janvier où fut réalisée l'attaque de la « Banque Nationale de Développement », l'hôpital des Forces Aériennes à Cordoba tombait aux mains des guerilleros qui y récupéraient les armes des militaires qui y montaient la garde. Tout cela malgré le fait que le secrétaire général du PRT, Mario Roberto Santucho, soit emprisonné à Buenos Aires depuis plusieurs mois déjà.

Jose Ricardo Eliashev



La photo du coffre surmonté du sigle de l'organisation, prise par les militants de l'ERP et envoyée à la presse

COPAN EL BANCO DE DESARROLLO EN OPERACION SIN PRECEDENTE

El espectacular copamiento se inició a las 22.30 de anoche y finalizó a las 5.30 de hoy. La célula extremista autotitulada ERP, dio un comunicado responsabilizándose de la autoría del atraco y fijando el monto de lo robado y los motivos del hecho. (Más información páginas 8, 9 y 16).



NOBO FABULOSO. Extremistas que se responsabilizaron del asalto hicieron llegar animosamente a los medios de difusión una fotografía —izquierda— de la puerta del banco donde dejaron su bandera como testimonio de su autoría. Derecha: llega al juz.

soutenez rouge abonnez vous

Abonnements un an : 50 numéros six mois : 25 numéros

	FRANCE	ETRANGER
un an, pli ouvert	65 F	80 F
....., pli fermé	130 F	160 F
six mois, pli ouvert	33 F	40 F
....., pli fermé	66 F	80 F

PAR AVION écrire à Rouge
pour tout changement d'adresse
joindre 1fr50 et la dernière bande

rouge

10, Impasse
Guéméné
Paris 4e
CCP 250-43-88
Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

(Ecrire en majuscules S.V.P.)

NOM

PRENOM

ADRESSE